

---

LES CONFÉRENCES FRANÇOIS PERROUX

5

9 Juin 1993

**L**A « RÉCESSION TRANSFORMATIONNELLE »

Le cas de la Hongrie

JÁNOS KORNAI

*Institute For Advanced Study Collegium  
Budapest*



FONDATION FRANÇOIS PERROUX



*La « récession transformationnelle »*  
Le cas de la Hongrie

Cinquième conférence François Perroux  
9 juin 1993 – Collège de France

FONDATION FRANÇOIS PERROUX

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE  
BP 47 – 38 040 Grenoble cedex 9  
Tél : 76 82 56 51  
ISBN : 2 7061 0589 5

Les Conférences François Perroux  
V  
9 juin 1993

LA « RÉCESSION  
TRANSFORMATIONNELLE »  
Le cas de la Hongrie

János Kornai

*Institute for Advanced Study  
Collegium - Budapest*

*Traduit de l'anglais  
par Huguette Bertrand*

PRESSES UNIVERSITAIRES DE GRENOBLE  
1994

## FONDATION FRANÇOIS PERROUX

<i>Président :</i>	Raymond BARRE
<i>Vice-président :</i>	François SARDA
<i>Trésorier :</i>	Jean-Yves HABERER
<i>Secrétaire général :</i>	Gérard de BERNIS
<i>Délégué général :</i>	Renato DI RUZZA

### LA FONDATION A POUR OBJET :

- Permettre la mise au point des manuscrits inédits de François Perroux, et leur publication chaque fois que ce sera utile.
- Rééditer les ouvrages ou articles actuellement difficiles d'accès.
- Entreprendre l'édition complète de l'œuvre de François Perroux.
- Aider à la réalisation et à la publication de travaux dans le domaine des sciences économiques et sociales susceptibles de prolonger et d'actualiser selon les méthodes appropriées la compréhension du fonctionnement des économies contemporaines à laquelle François Perroux a consacré sa vie.

## LA « RÉCESSION TRANSFORMATIONNELLE » LE CAS DE LA HONGRIE <sup>(1)</sup>

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude pour le grand honneur qui m'est fait d'avoir été choisi pour prononcer la conférence François Perroux de cette année. François Perroux a une influence durable sur la pensée des économistes. Je suis convaincu que, fût-il vivant, il approuverait de tout cœur la grande transformation des économies ex-centralement planifiées en économies de

---

<sup>(1)</sup> Conférence François Perroux prononcée au Collège de France, le 9 Juin 1993.

Cette étude fut effectuée dans le cadre d'un vaste programme de recherche sur le sujet de la transformation de l'économie hongroise pendant la période 1986-1992. Une version initiale de son message pour la politique économique s'adressa à un large public dans un article du numéro de Noël 1992 du journal *Magyar Hírlap*. Plusieurs des idées contenues dans cette étude, furent exprimées à des séminaires organisés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire International à Washington et à la Faculté de science politique de l'université européenne, le Transit club de l'Institut d'économie et la Fondation Neumann et l'Université d'économie de Budapest. Les contributions de mes interlocuteurs à ces diverses occasions me furent une aide précieuse pour la mise au point de mes idées Je suis très reconnaissant envers Mária Kovács pour son vaste travail de recherche, à Almos Kovács et György Surányi pour leurs précieux commentaires, à Brian McLean et Julianna Parti pour leur excellente traduction du texte hongrois, et à la Fondation nationale scientifique de Hongrie (OTKA), la Banque européenne et le Austria Lotto pour leur appui financier dans ce programme.

marché. Voici une citation tirée de son œuvre : «Pour le dire en quelques mots qui appelleraient de longs commentaires : le marché même très imparfait vaut mieux qu'une planification parfaite. Un compromis où tous les partenaires ont des droits limités d'expression et d'action vaut mieux qu'un régime où par définition, l'Etat a sur les citoyens des pouvoirs de disposition illimités.» (F. Perroux, 1962, p. 91).

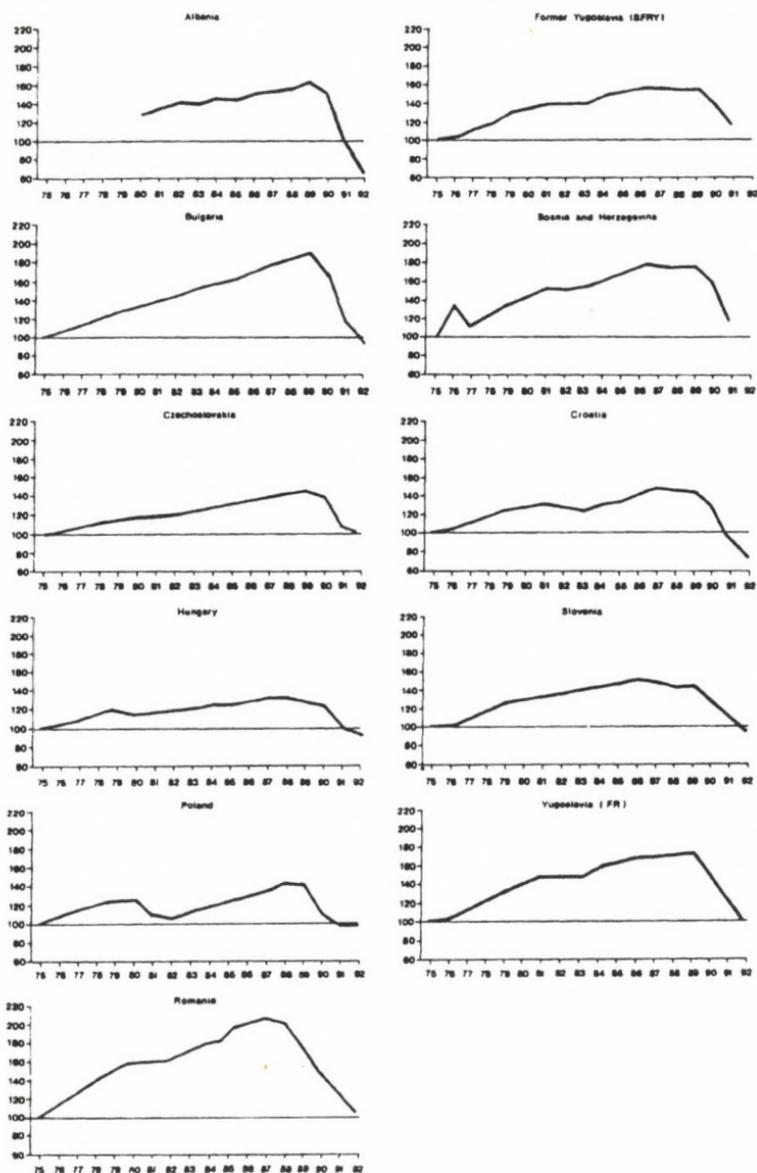
Non seulement cette citation, mais son œuvre tout entière montre qu'il n'était pas un observateur inconditionnel du capitalisme, mais qu'il était tout-à-fait conscient de ses faiblesses et de ses carences. Je prends la permission de vous proposer une autre citation que je pourrais mettre en exergue de ma conférence d'aujourd'hui : «Si les fluctuations de l'activité se prolongent, accompagnées d'un chômage massif, il n'est pas de puissance au monde qui puisse protéger la foi dans les vertus de l'économie de marché et dans l'entreprise. Les oscillations sur un trend progressif sont acceptées, les oscillations dans la pénurie et la misère semblent à tous inutiles.» (F. Perroux, 1962, p. 86).

C'est dans le cadre de ces réflexions que je me tourne maintenant vers l'objet de cette conférence.

Tous les pays post-socialistes, sans exception, souffrent d'une récession économique grave. La figure 1 nous le montre clairement. L'évolution de la récession est tout-à-fait identique dans chaque cas, même s'il s'agit de pays dont le point de départ et les situations varient notablement. L'histoire du déclin de la production en Pologne, premier exemple de la «thérapie de choc» est semblable à celle de la Hongrie où la transition a été plus progressive. La production a connu une baisse spectaculaire dans les pays où l'endettement externe était important, et il en a été de même en Roumanie et Tchécoslovaquie (République tchèque et Slovaquie) qui ne connaissaient pas ce problème au début de la période de transition.

La production a baissé là où aucune réforme n'avait pris place avant le tournant politique, et de la même manière, là où s'était mis en place un processus de réforme. La profonde similitude m'a poussé à me

*Figure 1*  
**Production industrielle brute (Indices, 1975 = 100)**



Source : *Economic Bulletin for Europe*, 1992, vol. 44, p. 29, sur la base des statistiques nationales et de la Base de Données du secrétariat de la Commission Economique pour l'Europe

Note : Variations de la production industrielle pour 1992 évaluée par le secrétariat de la Commission Economique pour l'Europe.

concentrer ici sur les facteurs communs à l'histoire de cet ensemble de pays. Bien que la discussion dans cette étude porte sur la Hongrie, j'espère que les approches analytiques qu'elle comporte seront également utiles à la compréhension d'autres pays post-socialistes.

Puisque ce phénomène diffère notablement des cas étudiés jusqu'ici dans les théories des cycles économiques, il est justifié de lui donner un nom différent. Pour l'en distinguer je l'ai appelé *récession transformationnelle*.

Les tableaux 1, 2 et 3 donnent les chiffres pour la Hongrie. Ils font apparaître que la baisse de la production, qui a suivi une longue période de stagnation, est plus importante que celle qui s'est produite au cours de la Grande Dépression au début des années 30. La production totale a baissé de 19 % au lieu de 7 % alors, et la production industrielle de 36 % au lieu de 12 %. Pourtant la récession en Hongrie a été relativement moins forte que dans les autres pays de la zone <sup>(2)</sup>.

On s'attendait généralement à ce que la transition soit accompagnée d'un ensemble de problèmes, mais à ma connaissance, très peu d'économistes avaient prévu cette baisse spectaculaire de la production <sup>(3)</sup>. Depuis lors, un nombre grandissant d'entre eux a traité de cette question, mais la profession n'est pas parvenue à un consensus pour expliquer le phénomène. Certains lui attribuent une cause

---

<sup>(2)</sup> On peut supposer que la part du secteur informel (l'économie parallèle) dans la production totale s'est développée dans cette même période. Si tel était le cas, la baisse du PIB total comprenant à la fois le secteur formel et informel était plus faible que ne le montrent les statistiques officielles.

<sup>(3)</sup> La population dans les ex-pays socialistes n'était préparée à cette possibilité ni par les nouveaux partis, ni par les hommes politiques à la tête du pays, ni par les nouveaux gouvernements démocratiques. Et, de même, dans les premiers écrits théoriques développant un programme pour la période de transition, on ne pressent pas la sévérité de cette profonde récession. Ainsi, par exemple, rien ne figure dans mon propre livre «Du socialisme au capitalisme» (1989) 1990, ni dans l'étude souvent citée d'O. Blanchard, ni chez d'autres macroéconomistes occidentaux bien connus (1991). Au nombre des très rares avertissements exceptionnels il faut citer ce que K. Laski a écrit (1990).

*Tableau 1*  
**Indices du PIB et de la production industrielle  
en Hongrie, 1980-1992**

Année	Produit intérieur brut PIB	Production industrielle
	(1989 = 100)	
1980	86,5	89,8
1981	89,0	94,3
1982	91,5	98,7
1983	92,1	100,4
1984	94,6	103,0
1985	94,4	100,9
1986	95,8	100,4
1987	99,7	103,6
1988	99,6	102,1
1989	100,0	100,0
1990	96,7	92,3
1991	85,2	74,8
1992 <sup>a</sup>	80,9	63,8

*Source* : PIB, période 1980-1990 : Központi Statisztikai Hivatal (1992a, p. 94). Production industrielle, période 1980-1984 : Központi Statisztikai Hivatal (1991, p. 56); période 1985-1990 : Központi Statisztikai Hivatal (1992a, p. 94). Les données pour 1991 et 1992 ont été fournies par le Bureau central de statistiques de Hongrie.  
*Note* : (a) Les données pour 1992 sont basées sur les calculs préliminaires du Bureau central de statistiques de Hongrie.

unique (ou du moins, une seule cause fondamentale) comme l'effondrement des échanges intra-Comecon, y compris l'effondrement du marché soviétique. De mon point de vue, c'est un phénomène complexe multi-dimensionnel qui exige *une explication multi-causale* <sup>(4)</sup>, et ma recherche vise à contribuer à une synthèse de diverses explications.

<sup>(4)</sup> Les efforts effectués dans ce sens apparaissent dans les articles de T. Erdős (1992), S. Commander et F. Coricelli (1992), S. Gomułka (1991a), (1991 b) et G. W. Kolodko (1992). Dans cette étude, j'ai fait plusieurs emprunts importants à leurs travaux.

**Tableau 2**  
**Offres d'emplois et chômage**

	Nombre d'emplois vacants enregistrés	Nombre de chômeurs déclarés	Taux de chômage (en %)
1990/03	34 048	33 682	0,7
06	37 859	43 506	0,9
09	26 969	56 113	1,2
12	16 815	79 521	1,7
1991/03	13 583	144 840	3,0
06	14 860	185 554	3,9
09	15 351	292 756	6,1
12	11 529	406 124	8,5
1992/03	15 124	477 987	8,9
06	25 346	546 676	10,1
09	25 634	616 782	11,4
12	24 097	663 027	12,3
1993/01	26 471	693 983	13,3
02	32 432	705 032	13,6

Source : Reports of the National Labor Center, Budapest, 1991-1993.

Note : La définition statistique du taux de chômage a été ajustée au début de janvier 1992 à la définition utilisée dans les statistiques de l'emploi des pays occidentaux. Les données pour 1990 et 1991 sont calculées d'après l'ancienne définition, puisque aucun réajustement n'a été effectué. Le taux de chômage serait sensiblement plus faible dans cette période sur la base de la nouvelle définition.

Le premier chapitre de cette étude met en évidence quelques facteurs *généraux* qui ont entraîné la récession. Le second chapitre examine les facteurs *spécifiques* qui provoquent la contraction des principaux éléments de la demande globale (investissement, consommation, dépense publique, et exportations). Ces deux chapitres traitent de facteurs explicatifs qui peuvent être rapportés, en dernière analyse, à une cause commune : la transformation post-socialiste elle-même.

Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas d'autre cause que celles associées au processus de transformation. Une part du déclin dans la partie post-socialiste du monde doit être

*Tableau 3*  
**Indices de la production, de l'investissement  
 et de l'emploi en Hongrie  
 pendant la « Grande dépression »**

Année	Produit national net	Production industrielle	Formation de capital	Emploi industriel
1929	100,0	100,0	100,0	100,0
1930	103,3	94,6	75,6	91,3
1931	101,0	87,4	59,1	82,9
1932	96,2	81,9	54,5	73,0
1933	93,6	88,2	43,5	73,6
1934	102,0	99,2	34,9	79,9
1935	102,7	106,8	34,5	85,9
1936	107,8	118,4	41,8	94,7
1937	115,1	129,5	54,3	104,0
1938	112,5	125,3	60,7	112,3

*Source* : Produit national net et formation de capital : B. R. Mitchell (1976, p. 786); Industrial Production and Employment : League of Nations (1939, p. 67, 181).

attribuée, par exemple, au fait que le monde extérieur, y compris les pays capitalistes développés, connaît également une crise. Mises à part les conséquences économiques directes (conditions d'exportations plus difficiles, entrées de capitaux plus faibles) cette crise a un effet psycho-sociologique défavorable. Il faut déplorer que le monde ex-socialiste ait dû commencer à évoluer vers le capitalisme au moment même où ce système se grippait. Cet aspect, toutefois, n'est pas développé dans mon étude, qui traite seulement des conséquences *internes* dues à la transformation elle-même.

Le troisième et dernier chapitre tire les conclusions de l'étude des causes décrites dans les deux chapitres précédents. Dans les trois chapitres, l'accent est mis sur la description positive et sur l'analyse, mais des propositions normatives sont également formulées à titre d'illustration, dans la plupart des cas.

Il faut dire aussi ce que cette étude ne cherche *pas* à se fixer comme objectif. Elle ne fournit pas de prévisions

chiffrées, et elle ne propose pas un programme détaillé d'action gouvernementale. Au lieu de contribuer au débat sur la situation actuelle de l'économie hongroise, j'aimerais analyser certaines grandes tendances concernant les quelques années passées et les quelques années à venir, et développer certains problèmes de stratégie qui sont apparus sur le devant de la scène.

## I FACTEURS GÉNÉRAUX A L'ORIGINE DE LA RÉCESSION

Même dans les crises d'une économie capitaliste évoluée, on n'observe pas toujours que la production de chaque firme et de chaque produit est en baisse. Même au creux de la vague, il se trouve des entreprises prospères et en pleine expansion, au moins pour un certain temps. Dans une récession transformationnelle, ceci n'est pas exceptionnel du tout; cette dualité est même l'une de ses caractéristiques. On peut observer simultanément contraction et expansion, échec et succès, créations d'entreprises et faillites. Pour reprendre l'expression de Schumpeter si souvent utilisée actuellement, «la destruction créatrice» se fait jour à une vitesse dévastatrice. Mais on peut encore faire référence à une récession dans le sens macroéconomique du terme parce que le résultat des deux processus est négatif; pour l'instant, le rythme du processus de contraction est plus fort que le rythme du processus parallèle d'expansion.

Cette constatation implique que l'étude ne devrait pas porter exclusivement sur les facteurs qui expliquent le déclin *absolu*. L'équilibre final entre le processus d'expansion et le processus de contraction, avec leurs signes contraires, est affecté par tout ce qui induit ou empêche soit la croissance, soit le déclin.

Tout cycle, dans le système capitaliste, a ses caractéristiques propres. Néanmoins, je vais m'efforcer de parvenir à l'abstraction en comparant les traits particuliers de la

récession transformationnelle avec un « idéal-type », la récession typique qui se produit dans une économie capitaliste évoluée.

### *D'un marché de vendeurs à un marché d'acheteurs*

Dans l'état normal de l'économie capitaliste prise ici comme base de référence, l'équilibre monétaire au niveau macro-économique est un équilibre qui se forme en longue période : l'offre et la demande globales s'équilibrent aux prix courants. Les phénomènes qui s'ensuivent généralement sont le chômage, qui s'établit au taux naturel, les capacités de production excédentaires accompagnant la concurrence imparfaite qui domine l'essentiel du marché, et un processus constant d'entrées et de sorties. L'équilibre des forces entre le producteur-vendeur et l'acheteur dans ce type d'économie, bascule en faveur de l'acheteur. C'est un marché d'acheteurs, dans lequel les vendeurs sont en concurrence pour s'accaparer l'argent des acheteurs, et précisément, c'est un des grands avantages du capitalisme que d'encourager l'adaptation à la demande, le respect de la souveraineté du consommateur, l'amélioration de la qualité, et l'introduction de nouveaux produits <sup>(5)</sup>.

Comparons ceci avec l'état normal du socialisme classique, une économie de pénurie chronique, où l'offre et la demande globales ne sont pas en équilibre au niveau des prix courants. Les phénomènes subséquents sont une pénurie de main-d'œuvre, une demande non satisfaite pour beaucoup de produits et de services, des files d'attente généralisées, et la substitution forcée. L'expansion de la production bute régulièrement contre des goulots d'étranglement et la contrainte physique des

---

(5) Sur les avantages d'un marché d'acheteurs, voir les articles de T. Scitovsky (1951) (1971), (1985) et E. Domar (1989). Dans les chapitres 11 et 12 de mon livre (1992a), on trouve une étude comparative détaillée.

ressources <sup>(6)</sup>. L'équilibre des forces entre le producteur-vendeur et l'acheteur dans ce type d'économie, se fait en faveur du vendeur. C'est un marché de vendeurs, dans lequel les acheteurs entrent en concurrence pour les produits mis sur le marché.

Dans le capitalisme évolué, même au plus haut point du cycle, jamais la situation du marché ne bascule vers une économie de pénurie chronique, générale et intensive. La balle reste dans la même moitié du terrain, c'est-à-dire que le marché d'acheteurs continue fondamentalement de l'emporter et tout au plus, l'équilibre des forces penche-t-il légèrement du côté du vendeur. Au creux de la vague, il y a augmentation du chômage et sous-utilisation des ressources, ce qui intensifie la concurrence encore davantage.

La récession transformationnelle, d'autre part, se combine à un changement profond et *inédit*. Le jeu se déplace vers l'autre moitié du terrain de telle sorte que l'économie passe d'un marché de vendeurs à un marché d'acheteurs, d'une économie contrainte par l'offre à une économie contrainte par la demande. C'est un processus qui, dans une certaine mesure, est sciemment contrôlé par une politique économique (politique monétaire et budgétaire et aussi politique des prix) dans une volonté de mettre fin à l'économie de pénurie. Mais son développement est également influencé par plusieurs éléments incontrôlés et spontanés. Il y a une influence réciproque complexe entre la récession et le passage au régime de marché (le fait de passer d'un marché de vendeurs à un marché d'acheteurs) – de telle sorte qu'on ne peut dire clairement lequel de ces deux processus a été *la cause* de l'autre.

Dans les pays qui étaient en train de s'éloigner de la forme classique du socialisme, avant le tournant politique, la Hongrie en premier lieu, la transition vers un marché d'acheteurs s'est faite plus tôt. Le tableau 4 est instructif de ce point de vue, parce qu'il montre comment les difficultés de l'offre (pénurie de

---

<sup>(6)</sup> Dans une économie socialiste ouverte, la volonté d'accroître la production se heurte souvent aux contraintes dues à la disponibilité de devises fortes.

main-d'œuvre, de matières premières, de produits semi-finis, et de divers composants, par exemple) se sont graduellement atténuées sur une période de six années. De toute façon, il est assez rare que la contrainte de ressources physiques soit un obstacle direct à la croissance de la production. Les contraintes d'inputs ne sont pas plus nombreuses en Hongrie qu'ailleurs et elles se retrouvent aussi bien dans n'importe quelle économie de marché évoluée. A partir de ce tableau (et de bien d'autres faits) on peut dire que l'économie de pénurie en Hongrie n'existe plus. On ne trouve plus de pénurie chronique, longue et intense. Correspondant à ce changement notoire, le rôle de la contrainte de demande s'accroît. Ce tableau montre clairement dans quelle mesure ceci est maintenant l'obstacle rencontré le plus souvent lorsque l'on veut accroître la production. (De plus, les contraintes de financement dont nous parlerons plus loin, jouent également un rôle très important).

Pour simplifier quelque peu, on peut diviser en deux parties cette longue période de transition en Hongrie (*tableau 5*). Au cours de la première partie, l'inflation réprimée qui constituait un des traits caractéristiques de l'économie de pénurie se transforma en une inflation ouverte à un taux modéré. La libération des prix progressive et de plus en plus étendue, allait dans la même direction; un niveau de prix s'établit pour lequel l'offre et la demande globales pouvaient atteindre l'équilibre. Cet équilibre s'explique également par les nouveaux facteurs de l'offre : émergence du secteur privé, allègement des barrières à l'entrée et libéralisation partielle des importations. Le taux d'inflation s'accéléra, pour atteindre un sommet en juin 1991; les prix étant alors de 38,6 % plus élevés que l'année précédente. Vraisemblablement, ces processus absorbèrent le pouvoir d'achat non utilisé ou « la surliquidité »; en d'autres termes, la situation macroéconomique que certains économistes définissent comme une demande excédentaire générale touchait à sa fin.

Les efforts *désinflationnistes* de l'administration financière commencèrent en 1991 et devinrent plus perceptibles en 1992. Le taux d'inflation atteignit son niveau

**Tableau 4**  
**Obstacles à la production**  
**Données d'études hongroises (en pourcentage)**

Trimestre	Demande insuffisante	Pénurie de main d'œuvre	Offre insuffisante de matières premières et de pièces détachées			Problèmes de financement
			D'origine intérieure	Importées de la zone rouble	Importées de la zone dollar	
1987/1	26,0	22,2	41,2		42,6	31,2
2	27,4	23,7	42,3		46,7	24,3
3	21,3	24,1	46,6		50,4	22,1
4	24,1	15,8	39,4		41,8	20,4
1988/1	28,0	15,7	50,0	16,6	32,8	32,7
2	28,3	24,7	44,1	17,2	35,3	36,4
3	27,3	23,0	45,3	18,2	64,0	35,0
4	30,7	19,3	38,5	14,9	22,4	40,1
1989/1	38,0	21,5	37,6	14,4	17,9	49,6
2	40,1	22,0	28,7	11,0	11,8	46,1
3	40,4	21,9	27,5	10,3	8,9	46,8
4	51,2	13,4	21,4	8,0	6,3	49,4
1990/1	51,3	12,1	13,8	5,8	3,9	57,8
2	56,1	13,9	13,0	3,4	2,2	45,2
3	51,0	10,3	15,3	4,6	5,2	51,9
4	54,5	4,3	11,3	3,2	3,7	48,7
1991/1	60,6	4,3	9,4	2,3	2,6	53,2
2	70,1	4,0	7,1	1,5	2,4	54,1
3	66,8	3,3	6,2	1,2	2,0	52,7
4	65,9	3,0	7,2	0,5	1,0	47,3
1992/1	65,1	3,3	5,8	0,3	1,0	51,0
2	62,2	7,4	5,9	0,7	1,5	45,9
3	56,1	4,4	10,6	1,7	3,1	47,8
4	54,5	4,8	8,7	0,7	2,3	42,9
1993/1	57,7	2,2	6,1		1,3	45,5

Source : Kopint-Datorg (1993).

Note : Cette étude applique la méthodologie élaborée par l'institut de recherche allemand IFO, méthodologie qui est utilisée également dans d'autres pays. On demande aux personnes interrogées de mentionner «les obstacles à la production». Chaque personne peut mentionner autant d'obstacles qu'elle le veut. Les chiffres expriment les fréquences relatives en pourcentage. (Par exemple, en 1987/1, 26 personnes sur 100 ont mentionné l'insuffisance de la demande, tout en mentionnant également d'autres facteurs). Il y a d'autres obstacles mentionnés par les personnes sondées mais ils ne sont pas inclus dans ce tableau. «La zone rouble» fait référence aux anciens pays membres du COMECON. L'étude ne sépare pas «la zone rouble» de «la zone dollar» en 1987 et en 1993: les chiffres se rapportent au manque d'importations de matières premières et de pièces détachées.

*Tableau 5*  
**Indices des prix à la consommation**  
**en Hongrie, 1980-1993**

Année	Taux annuel moyen de variation (en %)
1980	9,1
1981	4,6
1982	6,9
1983	7,3
1984	8,3
1985	7,0
1986	5,3
1987	8,6
1988	15,5
1989	17,0
1990	28,9
1991	35,0
1992	23,0
1993 janvier	25,9
1993 février	24,7
1993 mars	23,4

*Source* : Période 1980-1990, központi Statisztikai Hivatal (1991, p. 218); 1991 : Központi Statisztikai Hivatal (1992b, p. 62-63); 1992 : (1992c, p. 63). 1993 : Les données ont été fournies par le Bureau central de statistiques de Hongrie.

le plus faible jusqu'alors en juillet 1992, le niveau des prix étant alors de 20,1 % plus élevé que douze mois plus tôt. Depuis lors, il varie dans la fourchette de 20 à 26 % sur une base annuelle. D'une certaine mesure, la demande avait été contrôlée même plus tôt par le biais d'une politique monétaire. Bien qu'aucun économiste monétariste orthodoxe ne puisse qualifier de « restrictive » la politique financière de la fin des années 1980 et du début des années 1990, alors qu'on a laissé se développer une croissance inflationniste non négligeable de l'offre de monnaie, néanmoins, la demande n'a pas dérapé<sup>(7)</sup>. En

<sup>(7)</sup> Les réformes institutionnelles et les changements qui s'opèrent dans le comportement des agents économiques jouèrent également

fait, elle a baissé en volume, et l'écart entre la demande et l'offre maximale antérieure, c'est-à-dire le PIB potentiel, s'est régulièrement creusé. Finalement, l'économie au niveau macro-économique a basculé d'une situation de demande excédentaire à une situation de demande insuffisante.

Le « régime de marché » peut être démontré graphiquement en utilisant un indice synthétique qui montre la composition des stocks. Dans une économie de pénurie, les firmes accumulent essentiellement des stocks d'inputs alors que les outputs sont rapidement absorbés par les acheteurs. Lorsque se termine la période de pénurie, les proportions changent; il n'est plus nécessaire d'accumuler les inputs, mais les stocks d'outputs grossissent du fait des difficultés de vente. Ce changement peut être constaté dans le tableau 6. L'indice en Hongrie se situait précédemment autour de 6 : les stocks d'inputs étaient six fois plus élevés que les stocks d'outputs. Il faut comparer cette valeur avec le chiffre 1 pour les économies de marché développées et évoluées. La valeur actuelle de l'indice exprime une baisse spectaculaire à moins de 3, mais il faut encore qu'il parvienne au chiffre caractéristique d'une économie de marché évoluée.

De tout cela, nous allons tirer une série de conclusions qui éclaire la récession, sujet de notre étude.

La récession ne peut pas s'expliquer seulement en termes d'insuffisance de la demande. Aujourd'hui encore, seule la moitié des firmes considère l'insuffisance de la demande comme un obstacle à la production<sup>(8)</sup>. Nous nous trouvons actuellement dans une situation « semi-keynésienne », pour le traitement de laquelle une thérapie keynésienne doctrinaire n'est pas adaptée *en soi*. Mais il faut immédiatement ajouter l'autre moitié de

---

un rôle dans la maîtrise de la demande. D'une certaine mesure, la contrainte budgétaire se durcit et s'accompagne d'une intensité moindre du désir d'investissement; les entreprises, et même le budget de l'Etat devinrent moins prodigues dans leurs dépenses.

(8) Et l'inadéquation de la demande ne devient pas non plus le seul obstacle à la production dans une économie capitaliste évoluée, même pendant la période de contraction du cycle. Tout au plus, la fréquence y est de 70-80 %. Voir J.J. Laffont (1985, p. 354).

*Tableau 6*  
**Stocks d'inputs rapportés aux stocks d'outputs**

Pays période	Stocks d'inputs Stocks d'outputs
<i>Pays capitalistes, 1981-1985</i>	
Autriche	1,06
Canada	0,92
Finlande	1,92
Japon	1,09
Portugal	1,66
Etats-Unis	1,02
RFA	0,71
<i>Hongrie</i>	
1981-1985	6,10
1988	5,16
1990	3,50
1991	2,67

Source : Données recueillies par A. Chikán

l'explication : du fait précisément que la situation est déjà semi-keynésienne, la demande joue un rôle très important dans la détermination de la production. C'est pourquoi le second chapitre de cette étude analyse ce phénomène en détail. Dans une récession transformationnelle post-socialiste, le «frein» sur l'offre n'a pas été mis par des contrôles centraux, comme c'était le cas lorsque investissement et production étaient contrôlés dans le cadre de l'économie socialiste. Bien que nous ne soyons pas confrontés à une récession produite *exclusivement* par la demande, cet aspect a assumé le rôle essentiel.

Lorsqu'il y a vingt trois ans, je me suis demandé pour la première fois comment un marché de vendeurs contraint par l'offre pourrait devenir un marché d'acheteurs régulé par la demande, j'espérais que ceci pourrait s'effectuer sans baisse de la production<sup>(9)</sup>. Je pensais

<sup>(9)</sup> Voir *Anti-Equilibrium* (1971, p. 325). A cette époque-là, j'utilisais une autre terminologie («succion» et «pression»), mais dans les

que l'offre continuerait à croître, tandis que la demande diminuerait (tout en restant positive) jusqu'au point qui, finalement ferait basculer la situation d'une demande excédentaire à une offre excédentaire. L'idée, ou plutôt l'espoir que j'avais à cette époque, est exprimée dans la figure 2a, tiré de mon livre de 1971. Malheureusement la transition s'effectue de manière différente, en réalité, pour tout un ensemble de raisons. Bien avant le changement de système en Hongrie, la croissance de la production avait ralenti et avait été suivie par une longue période de stagnation. Pour passer d'une offre excédentaire à une demande excédentaire dans de telles circonstances, la restriction de la croissance de la demande et (en termes de volume) sa réduction absolue font inévitablement baisser l'offre aussi, et ces deux facteurs réagissent l'un sur l'autre en un cercle vicieux accentuant ainsi la récession. Lorsque l'économie post-socialiste passe d'un système de marché séculaire, un marché de vendeurs, à un autre système séculaire, un marché d'acheteurs, elle bascule trop loin au lieu d'arriver à un état idéal d'équilibre. La tendance réelle de l'offre et de la demande apparaît sous une forme stylisée dans la figure 2b. Le volume réel de la production chute fortement depuis son sommet précédent. La situation de l'économie se situe, dans ce cas, au creux des fluctuations habituelles du cycle économique du capitalisme<sup>(10)</sup>.

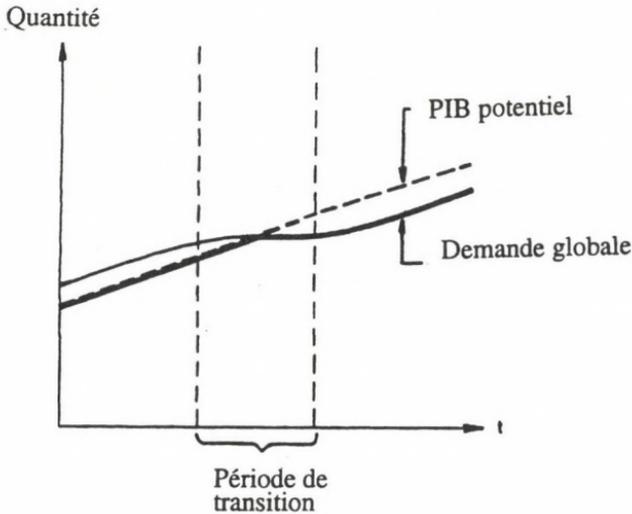
En réalité, j'ai mauvaise conscience à utiliser les expressions : demande excédentaire *générale*, et offre excédentaire *générale* parce qu'elles simplifient la description de la situation. Je me suis longtemps battu contre l'utilisation inconsidérée de catégories macroéconomiques agrégées dans ce domaine. Des marchandises

---

ouvrages ultérieurs, et dans cette étude, j'ai employé des expressions plus courantes.

<sup>(10)</sup> Le rapport annuel (1992) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe considère que c'est une erreur de ne pas reconnaître les changements macroéconomiques de l'Europe de l'Est. «*Le chômage naissant, la disparition de la pénurie, la retour à l'équilibre monétaire de base sont autant de symptômes de la transformation des économies contraintes par l'offre, de type kornaien en économies contraintes par la demande, de type keynésien*».

Figure 2a  
Concept énoncé en 1971



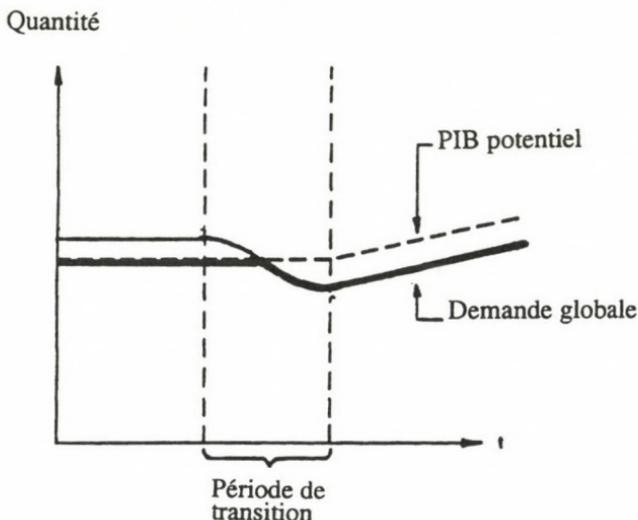
invenues existaient aussi dans des conditions d'économie de pénurie. Des cas d'excès de demande et d'excès d'offre peuvent coexister au niveau micro-économique. Tel producteur se bat contre les contraintes de l'offre tandis que tel autre doit faire face à des contraintes de demande. Cette prudence est maintenant plus appropriée que jamais, mais elle conduit au développement suivant : à savoir la transformation de la structure véritable de l'économie.

#### *Transformation de la structure réelle de l'économie*

Alors que nous envisageons la restauration de l'équilibre monétaire global, une question restait sans réponse : pourquoi le changement de système de marché, le passage d'un marché de vendeurs à un marché d'acheteurs, a-t-il des effets récessionnistes ?

Il se produit une libéralisation des prix progressive (ou, dans certains pays, brutale) ce qui amène un nouveau système de prix relatifs. L'influence des prix

Figure 2b  
Réalité des années 1990



La ligne en caractère gras représente le PIB effectif. Le PIB effectif est plus faible que le PIB potentiel et la demande globale. Les courbes de la Figure 2a coïncident avec celles de la Figure 22.2 in *Anti-Equilibrium* (1971); je n'ai modifié que les noms de variables afin de suivre la terminologie couramment utilisée.

relatifs étrangers sera d'autant plus forte et rapide que la libération des prix s'accompagnera d'une ample libération du commerce extérieur (comme cela s'est produit en Hongrie de façon substantielle). Il apparaît soudain qu'il n'y a pas de demande suffisante pour une gamme de produits et de services aux prix élevés pratiqués précédemment, ou à des prix légèrement inférieurs; mais si les prix baissent, alors les firmes produisent à perte. Si, en même temps, on prive les firmes (soit peu à peu ou soit tout d'un coup) de leurs aides financières, elles sont obligées de réduire leur production ou de la cesser complètement. Pendant ce temps, le prix des autres produits augmente à cause de l'apparition de la demande jusqu'alors réprimée, et donc, il devient rentable de les produire ou de les importer. Ainsi, les nouveaux prix relatifs et la composition de la demande qui s'ensuit pour un nouveau produit génèrent-ils un ajustement de

l'offre, c'est-à-dire une transformation de la structure réelle de la production. Mais cela requiert toujours du temps d'ajuster les quantités aux nouveaux prix, et pour différentes raisons, cet ajustement est particulièrement lent pendant la période de transition post-socialiste. (Nous reviendrons sur quelques unes de ces raisons plus tard).

La stratégie de croissance forcée pendant le socialisme a donné naissance à une structure de production mal adaptée aux exigences des consommateurs, y compris ce qui concerne la consommation nationale, mais l'utilisation de ces produits a été imposée aux acheteurs par une répartition centrale et par la pénurie. Dans la période de réforme, un changement graduel dans la structure de la production s'est effectué. Cette transformation s'est accélérée dans les quelques dernières années. Au niveau des branches, elle consiste essentiellement en une chute de la proportion et du volume absolu de la production industrielle et une augmentation relative et absolue de la production de services, (*tableau 7*). A l'intérieur même de ce processus, des milliers de changements, grands et petits, s'effectuent au niveau microéconomique dans la composition spécifique de la production.

A cet égard, la récession transformationnelle comporte des caractéristiques qui sont beaucoup plus schumpéteriennes que keynésiennes. Le fait n'est pas seulement que la demande globale soit insuffisante. La demande pour la production de certains secteurs de l'économie a connu une chute spectaculaire, alors que la demande adressée à d'autres secteurs n'a pas baissé du tout, et a peut-être même connu une certaine croissance. Je vais vous donner seulement deux exemples. La demande très longtemps insatisfaite a conduit au développement explosif de tout le secteur lié aux ordinateurs personnels, à l'électronique, aux systèmes d'information modernes et aux télécommunications, de telle sorte que, pendant longtemps, ce vaste secteur a connu une expansion très nette en plein cœur de la récession. Les nouveaux prix relatifs et la nouvelle structure de la demande ont permis à l'hôtellerie et aux services liés au tourisme de faire un bond en avant.

*Tableau 7*  
**Décomposition du PIB en Hongrie**

Branches	Origines du PIB par branches économiques (en %)			
	1986	1988	1990	1991
Industrie	36,7	34,1	31,8	30,7
Bâtiment	6,6	7,7	6,6	6,3
Agriculture et sylviculture	20,7	16,6	16,2	14,8
Transport, postes et télécommunications	8,9	8,0	8,2	8,8
Commerce	9,4	10,1	11,5	11,1
Gestion des eaux	1,4	1,4	1,3	1,3
Autres activités matérielles	1,2	1,1	1,3	1,4
<i>Activités matérielles</i>	<b>84,9</b>	<b>79,0</b>	<b>76,9</b>	<b>74,4</b>
Services personnels et économiques	4,6	5,0	5,6	—
Services des institutions financières	—	1,5	2,0	—
Santé, services sociaux et culturels	6,2	8,7	9,4	—
Collectivités locales, Administration publiques et autres services	4,3	5,8	6,1	—
<i>Activités non matérielles</i>	<b>15,1</b>	<b>21,0</b>	<b>23,1</b>	<b>25,6</b>

*Source* : 1986 : Központi Statisztikai Hivatal (1989, p. 57); 1988 et 1990 : Központi Statisztikai Hivatal (1992a, p. 95); 1991 : Központi Statisztikai Hivatal (1992d, p. 61).

Le changement dans la composition de la production et dans la structure des branches est lié à deux autres processus du changement.

On constate un changement dans les relations de propriété. Il y a une contraction de la part du secteur appartenant exclusivement à l'Etat et un développement du secteur exclusivement privé et du secteur mixte recouvrant diverses combinaisons de propriété publique et privée. Ceci se produit de telle manière que la

production du secteur purement public décroît en termes absolus, tandis que celle des secteurs privé et mixte s'accroît.

Un changement s'effectue dans la répartition des firmes selon leur dimension. Les entreprises petites et moyennes avaient presque toutes été éliminées dans le système socialiste classique. Les entreprises petites et moyennes ont commencé à ré-apparaître pendant la période de réforme du socialisme entre 1968 et 1989, mais elles n'ont commencé à se multiplier rapidement que depuis le changement de système politique. La proportion et le volume absolu de production du groupe des grandes entreprises sont en baisse, alors qu'on constate une augmentation de la proportion et du volume de celle des petites et moyennes entreprises.

Ces trois types de restructuration ne se recoupent pas complètement, mais elles coïncident de façon significative. Il n'est pas faux de dire que les deux acteurs les plus caractéristiques d'une économie post-socialiste sont les grandes firmes industrielles d'Etat en pleine contraction et les petites firmes de service privées en pleine expansion. Une façon plus générale et plus précise d'exprimer ce phénomène est de se référer à des secteurs de l'économie, soit en contraction soit en expansion, sans préciser la nature de la propriété, l'échelle et la composition de leur production. La situation la plus souhaitable serait que l'expansion se fasse plus vite que la contraction, de telle sorte que l'équilibre entre les deux représente un apport positif. C'est malheureusement le contraire qui se produit : la contraction du premier secteur est plus rapide que l'expansion du second, non pas que quiconque l'ait voulu, mais du fait qu'il y a un certain nombre de facteurs qui retardent le développement du secteur en expansion. Nous reparlerons plus loin de ces facteurs de retard.

Un processus douloureux de «sélection naturelle» se met en place, mais le choc a une conséquence bénéfique et tout à fait saine. En fait, un processus similaire se produit lors du cycle économique normal du capitalisme; cette idée tient une grande place dans la

théorie des cycles de A. Spiethoff et de J. Schumpeter<sup>(11)</sup>. Dans la récession transformationnelle, ce processus est beaucoup plus intense et complet. A la fin du cycle capitaliste, la véritable structure de l'économie a changé comparativement peu par rapport au commencement du cycle, tandis qu'on peut penser (ou plutôt espérer) qu'après la récession transformationnelle la situation sera radicalement différente.

### *Ruptures dans la coordination*

Beaucoup de gens pensaient naïvement que la disparition de la planification centralisée et de la coordination bureaucratique serait suivie immédiatement et automatiquement de l'apparition et la mise en œuvre de la coordination par le marché. En fait, il y a un curieux *no-man's land* où la coordination bureaucratique ne s'applique *plus*, et où la coordination par le marché ne s'applique *pas encore*; ainsi l'activité économique est entravée par la désintégration, le manque de coordination et l'anarchie<sup>(12)</sup>.

Le manque de coordination revêt diverses formes, je vais en énumérer quelques unes :

- Les anciennes normes de comportement des agents économiques n'existent plus, mais ces derniers n'ont pas encore appris la nouvelle conduite qu'il convient d'adopter dans cette situation nouvelle.
- Certaines institutions antérieures de coordination bureaucratique (organisations et réglementations juridiques) ont disparu, mais la mise en place de nouvelles

---

(11) Voir les travaux d' A. Spiethoff (1902) et de J. Schumpeter (1934), (1939). On trouve un excellent compte-rendu de ces théories concernant le cycle économique, dans l'ouvrage de synthèse bien connu de A. Hansen. (1964).

(12) G. A. Calvo et F. Coricelli font état dans leur étude (1992) d'une « implosion » des échanges. Les relations commerciales sont détruites par le manque d'institutions de marché. Le phénomène qu'ils décrivent est une composante importante d'un ensemble plus vaste de phénomènes auxquels je fais allusion ci-dessus, comme étant le vide béant et le manque de liaison entre deux types de mécanismes de coordination.

institutions de marché, soit n'a pas encore commencé, soit s'effectue très lentement. Le réseau de connexions de marché est encore très lâche, et il faudra du temps avant que soit tissé un réseau d'une certaine densité.

- Les structures d'information de la coordination bureaucratique ont disparu, mais le nouveau système de signaux ne s'est pas encore développé, ou alors les agents économiques ne sont pas encore assez capables de prendre en compte le nouveau type d'information et de l'utiliser.

- La coordination bureaucratique, tout particulièrement dans ses périodes les plus sclérosées avant la désintégration finale, offrait un certain type d'ordre et de prévisibilité. Le marché, par sa nature même, implique pour ses agents beaucoup d'incertitude et de risque. Cependant, ce phénomène est amplifié par l'instabilité de la situation actuelle. La plupart des acteurs sont dans un état d'inquiétude, d'anxiété et d'hésitation en ce qui concerne les décisions qu'ils doivent prendre.

Ce phénomène est encore plus marqué dans nombre de républiques qui ont remplacé l'Union Soviétique, mais il joue aussi un grand rôle dans d'autres pays comme l'Albanie et la Bulgarie. De mon point de vue, c'est l'une des causes essentielles (peut-être la toute première) qui sous-tend la récession dans ces pays.

En Hongrie, la coordination bureaucratique commença à reculer beaucoup plus tôt, dès 1968, après quoi des progrès constants ont été accomplis, avec toutefois des rechutes successives. C'est pourquoi le phénomène décrit apparaît sous des formes moins spectaculaires que dans les pays qui sont passés presque sans transition du socialisme classique au post-socialisme. Mais il est intéressant de rappeler qu'il y avait des secteurs de *no-man's land*, même dans cette période de réformes partielles mises en œuvre dans le système socialiste; cette situation étant décrite à l'époque par Tamás Bauer comme étant « ni plan ni marché »<sup>(13)</sup>.

---

(13) Voir T. Bauer (1983).

Le processus de transformation n'a pas été achevé en Hongrie non plus. Les désordres de la coordination et les phénomènes de *no-man's land* apparaissent encore de temps en temps, du moins dans certains secteurs, et cela contribue à la récession. Deux exemples illustrent ce phénomène.

L'un des exemples concerne l'agriculture où la production a vraiment plongé. La production coopérative basée sur la propriété collective, complétée par la culture privée effectuée sur des lopins de terre familiaux minuscules, n'était pas efficace sur bien des plans, mais néanmoins ce système fonctionnait et enregistrait même quelque succès. Tous les éléments de coordination s'ajustaient aux formes de propriété d'alors : l'administration centrale, le choix des investissements, le système de crédit et d'impôt, la formation des prix, les relations commerciales entre producteurs et utilisateurs etc. Les formes anciennes de propriété ont été ébranlées, mais des formes nouvelles de propriété évoluée ne les ont pas remplacées. Tout est dans un état mouvant. Les anciennes institutions et organisations de coordination cessent de fonctionner dans de telles conditions. Mais le nouveau système indispensable d'institutions de coordination — un nouveau réseau moderne de distribution de gros et de détail pour relier les petits propriétaires aux consommateurs, un nouveau système de crédit pour les petits propriétaires, et un système de prix et de subventions sur le modèle européen renforçant la stabilité n'a pas encore été développé. Tous ces facteurs bloquent sérieusement la production. Ils sont la conséquence de graves fautes du gouvernement, en ce qui concerne essentiellement les indemnités aux propriétaires terriens précédemment expulsés et la ré-organisation des coopératives.

L'autre exemple est le secteur du bâtiment, et les secteurs connexes du logement et de l'urbanisme. Bien que ce secteur ait été maintenu dans une situation médiocre et négligé dans le système socialiste, il possédait encore son organisation définie et son ensemble d'institutions. Il y eut des périodes où les réalisations étaient importantes, du moins en termes de constructions de logements, même si les prestations étaient de pauvre

qualité. Aujourd'hui, ce secteur est également dans un état de délabrement, même si la demande en logement est importante. Les institutions de marché ne se sont pas encore développées, un système de crédit adapté à la spécificité du marché immobilier fonctionne à peine, le réseau d'agences immobilières est rudimentaire, les promoteurs capables d'entreprendre le développement de nouveaux quartiers n'existent pas encore, et il y a beaucoup de désordre dans le système des loyers et des aides sociales. Dans ce secteur, il est tout à fait nécessaire que l'Etat contrôle les processus de marché, et à certains égards, une réglementation nationale est indispensable (par exemple, dans l'application des critères concernant l'urbanisme et la politique sociale). Au lieu d'une combinaison harmonieuse entre la bureaucratie et le marché, on assiste à un enchevêtrement de conflits entre les deux. En conséquence, la construction de logements a sérieusement régressé, alors que cela aurait pu être un des secteurs-moteurs de la transition post-socialiste.

Le développement de l'organisation du marché prend du temps, c'est pourquoi la récession se prolonge dans beaucoup de secteurs. Mais la période de mise en place peut être raccourcie par une réglementation juridique appropriée et des initiatives de l'Etat. De ce point de vue, le gouvernement a commis beaucoup de fautes par omission : il a tardé à concevoir et mettre en place la législation susceptible d'encourager la coordination par le marché, à organiser des commissions de contrôle normales dans une économie de marché, et à fournir un système de garanties d'Etat dans les secteurs où cela s'avérait nécessaire.

### *Discipline financière et efficacité*

On peut observer un durcissement de la contrainte budgétaire des firmes dans l'économie hongroise<sup>(14)</sup>. La manifestation la plus claire en est la mise en place autoritaire de la législation sur les faillites, même si

---

<sup>(14)</sup> Ce processus est analysé de façon plus approfondie dans mon article (1993).

quelque assouplissement de cette loi très rigide au départ a été, depuis un certain temps, à l'ordre du jour. Un grand nombre de firmes insolubles opère une réorganisation prévue par les procédures légales de redressement et beaucoup d'entre elles vont jusqu'à la liquidation judiciaire.

Toute firme privée supporte, dès le départ, une forte contrainte financière. Bien que dans ce domaine également des efforts soient faits pour l'atténuer, le développement du secteur privé implique la généralisation d'une contrainte budgétaire dure.

Quelles conséquences ces changements ont-ils sur la récession, notre sujet de réflexion ici? Certaines des firmes font faillite et disparaissent, ce qui signifie des licenciements, et la fin de la demande d'inputs par ces firmes. Dès lors, les survivantes, qui sont désormais des firmes cherchant à maximiser leurs profits, utilisent les instruments du marché dans la lutte pour leur survie, elles resserrent leurs dépenses mieux qu'elles ne l'ont jamais fait, ce qui signifie que leur demande en inputs décroît. Elles s'efforcent d'utiliser leurs stocks pléthoriques accumulés dans le passé, ce qui a aussi un effet dépressif sur la demande. Elles licencient les travailleurs qui sont devenus superflus. Les chômeurs, généralement, ont une demande de consommation moindre que ceux qui ont un emploi.

Même si les dirigeants des firmes publiques en arrivent à licencier des travailleurs, ils restent assez peu disposés à entreprendre une réduction radicale de leur excès de main-d'œuvre. Le tableau 8 montre que l'emploi industriel baisse beaucoup plus lentement que la production, de telle sorte que la productivité du travail diminue. Vraisemblablement, il y a encore beaucoup de «chômage sur le lieu de travail». Dès que la propriété d'Etat passe sous contrôle privé la situation change. La réalité, en bien des cas, confirme ce que la théorie énonce : la première chose que font les nouveaux patrons est de congédier les travailleurs qu'ils estiment en surnombre.

La privatisation est généralement considérée comme étant le principal moyen de sortir de la récession et de re-

*Tableau 8*  
**Production brute, emploi et productivité  
du travail dans l'industrie hongroise <sup>(a)</sup>,  
1980-1992**

Année	Production	Nombre moyen de travailleurs	Production brute par travailleur
1980	87,0	116,1	74,9
1981	89,4	113,7	78,6
1982	91,6	111,4	82,2
1983	92,3	109,2	84,5
1984	94,8	108,6	87,3
1985	95,5	107,9	88,5
1986	97,3	107,1	90,9
1987	101,0	104,4	96,8
1988	101,0	101,7	99,3
1989	100,0	100,0	100,0
1990	90,8	94,5	96,0
1991	71,3	82,2	86,7
1992 <sup>(b)</sup>	55,0	68,0	81,0

Source : Période 1980-1991 : Központi Statisztikai Hivatal (1992a, p. 122); 1992 : Kopint-Datorg : (1992, p. 193).

Notes : (a) Les données concernant la production pour la période 1980-1989 sont basées sur la production brute des organisations économiques appartenant à la catégorie de l'industrie. Les indices de production pour 1990 et 1991 sont calculés sur la base de la production industrielle. Les données depuis 1990 se rapportent aux firmes légalement inscrites qui emploient plus de 50 personnes. Ce tableau ne couvre pas le secteur du bâtiment.

(b) Janvier-Juin, 1992.

lancer la croissance, mais c'est une idée fautive et simplificatrice sur le rapport qui existe entre les deux concepts. *A long terme*, l'efficacité sera vraiment accrue par la mise en place de la propriété privée, la privatisation des capitaux détenus par l'Etat, l'application d'une discipline financière, d'une contrainte budgétaire dure dans tous les secteurs de l'économie, améliorant ainsi les possibilités de croissance. *A court terme*, toutefois, la privatisation a des effets différents, parce que, comme nous l'avons dit

précédemment, elle augmente le chômage, elle réduit la demande et ainsi contribue à la récession. Choisir entre des objectifs à court terme pour lutter contre la récession, et un objectif de croissance à long terme, voilà l'un des plus graves dilemmes auxquels on est confronté au cours de la transition post-socialiste.

### *Retard du secteur financier*

Le problème dont nous allons discuter maintenant n'est, en fait, qu'une partie des deux précédents, mais il est nécessaire de le traiter séparément à cause de son importance particulière. Ce n'est que maintenant, alors que le retard du secteur financier est devenu un des obstacles à la croissance que la différence entre une économie capitaliste complètement monétarisée, et une économie socialiste semi-monétarisée, prend toute son importance.

Revenons, dans le tableau 4, à la colonne montrant la proportion de firmes qui considèrent que les insuffisances du financement sont un obstacle à la croissance. Il faut noter qu'alors que ce facteur était mentionné par 20-30 % des personnes interrogées en 1987, la fréquence aujourd'hui est de 45 à 50 %.

Le système bancaire dans le socialisme classique ne fonctionnait pas comme une vraie banque. Sa fonction véritable était d'assurer la comptabilité et la trésorerie à l'échelle du pays, en liaison avec certains aspects de contrôle des firmes productrices. Son principe de base était que, si le *Plan* ou la bureaucratie d'Etat estimait qu'une véritable action était nécessaire, alors on trouverait le financement pour la mettre en œuvre. Là où une démarche fut faite en vue de réformer l'économie avant le changement de système politique, comme ce fut le cas en Hongrie, la transformation du système bancaire s'effectua également, de telle manière qu'il en vint à ressembler à son pendant dans une véritable économie de marché – toutefois, ce changement ne pouvait pas être considéré comme complet.

Cette étude ne se fixe pas pour but une analyse complète du secteur financier, et c'est pourquoi nous ne traiterons ici que de quelques questions directement liées aux problèmes de la récession et de la croissance.

Un des problèmes est la façon légère et irresponsable dont les risques liés au crédit sont pris en compte lorsqu'ils sont motivés par des considérations non-commerciales. Ce problème qu'il faut relier à la question étudiée dans la section précédente, à savoir la discipline financière, apparaît encore très nettement dans les États qui ont succédé à l'Union soviétique. Là, des milliers de firmes qui travaillent à perte, sont maintenues en vie par des injections de crédit, ce qui a pour conséquence de raviver l'inflation et d'empêcher la mise en place de la discipline financière. Ce phénomène ne se produit pas sur une grande échelle en Hongrie, puisque nous avons dépassé ce stade. Mais, la relation privilégiée qui existe entre les banques commerciales publiques et les grandes firmes publiques n'a pas véritablement cessé en Hongrie. Le propriétaire des deux étant l'Etat, on peut dire que s'applique ainsi une « union sacrée ». Les banques font parfois preuve de plus d'indulgence avec leurs anciens clients qu'elles ne le font avec les nouveaux, les entrepreneurs privés, lorsqu'il s'agit de faire valoir leurs droits. On constate parfois un favoritisme semblable lorsque l'ouverture de nouveaux crédits est demandée <sup>(15)</sup>. Il a fallu beaucoup de temps pour mettre en place le règlement des créances non recouvrables. Ce manque de fermeté des banques envers le secteur des firmes d'Etat retarde le processus de sélection naturelle décrit plus haut. Cette situation se trouve encore renforcée du fait que, de temps en temps, une haute personnalité du gouvernement ou de la vie politique intervient, de façon souvent officieuse, dans l'activité des banques commerciales publiques, exerçant une pression au niveau des décisions concernant la prorogation des crédits.

---

<sup>(15)</sup> Cette attitude ne s'exprime pas exclusivement envers les entreprises d'Etat. Les banques ont également accordé, de façon imprudente, d'importants crédits à un grand nombre de grandes firmes privées, et elles ont du mal à se résoudre à prendre des mesures plus rigoureuses obligeant les débiteurs à rembourser les prêts.

Lorsqu'il s'agit d'accorder des crédits, les banques négligent parfois le risque encouru, ou au contraire montrent une extrême circonspection et un manque d'audace pour la prorogation de ces crédits — en particulier, lorsque le demandeur est une petite ou moyenne entreprise privée ou un ménage. Il faut bien admettre qu'il y a là, un vrai dilemme. Elles commencent juste à s'habituer à l'idée qu'elles doivent poursuivre des activités *commerciales* qui, dans l'ensemble, vont générer un profit. Il faudrait qu'elles apprennent qu'une banque n'est pas une institution faite pour distribuer de l'argent quand l'ordre en est donné ou sur recommandation amicale des hommes politiques. C'est peut-être ce qui se passe aujourd'hui, et elles mettent maintenant en application la leçon apprise avec zèle, répugnant ainsi démesurément à prendre des risques. Il faut encore qu'elles maîtrisent la seconde partie de la leçon : une banque, en tant qu'entreprise commerciale, doit vivre et prospérer en développant le crédit. Aucune opération commerciale dans une économie de marché ne peut faire de profits durables si elle adopte une attitude de repli frileux.

De ce fait, une situation paradoxale s'est développée. Un énorme stock de liquidités s'est accumulé dans le système bancaire, mais y est resté figé. D'une part, les banques commerciales se montrent réservées pour proposer des prêts sur une grande échelle, mais de l'autre, les entrepreneurs ont des réticences à faire des emprunts, parce qu'ils pensent également qu'ils courent trop de risques.

Le taux d'intérêt nominal est resté longtemps élevé, et ce n'est que récemment qu'il a commencé à baisser. Le taux réel était moins alarmant à cause du fort taux d'inflation, mais encore assez élevé pour détourner de l'emprunt grand nombre d'entrepreneurs. Une réflexion se développe aujourd'hui sur le rôle que joue le niveau élevé du taux d'intérêt sur les décisions d'emprunt, étant donné les conditions actuelles en Hongrie. Par manque d'arguments assez solides pour défendre une opinion ferme à ce sujet, je me contente de donner mon impression. Il me semble qu'au taux d'intérêt réel

qui prévaut au moment où j'écris ces lignes, même une entreprise moyennement prospère devrait pouvoir rembourser un prêt consenti à de telles conditions. J'ai tendance à être d'accord avec ceux qui disent que l'incertitude est la cause *essentielle* de cette réticence à emprunter<sup>(16)</sup>. Il y a trop d'aspects imprévisibles dans la situation juridique à venir, dans les rapports de propriété, dans la fiscalité et autres prélèvements publics, dans la tendance future des prix relatifs et de l'inflation, et autant d'éléments auxquels il faut ajouter les prévisions sur la situation générale de l'économie. Du point de vue des prêteurs, le taux d'intérêt a probablement assez baissé pour modérer l'offre de crédits des banques, justement à cause de l'incertitude des conditions économiques.

Pour reprendre l'argumentation exprimée dans la section précédente, je veux souligner le manque permanent d'un ensemble d'institutions et d'organisations indispensables au bon fonctionnement d'une économie de marché et particulièrement importantes pour stimuler en Hongrie une économie en transition. Voici quelques exemples. Il n'a pas encore émergé un système de collatéraux et de garanties qui ne se borne pas à recopier les règles et les conventions des économies de marché évoluées, mais qui prenne en compte l'immatunité typique de l'économie hongroise, et les problèmes primordiaux de la classe des entrepreneurs. On n'a pas encore développé complètement un des outils élémentaires communs à tous les systèmes financiers modernes : le compte(-chèque) courant. Les transferts et les paiements de dettes par l'intermédiaire du système bancaire sont encore très longs et très onéreux. Les cartes de crédit sont rares. Le réseau des divers types de fonds d'investissement, des sociétés à capital-risques, des fonds de retraite, et d'autres intermédiaires financiers ne s'est toujours pas mis en place. Le développement du marché de capitaux en est encore à un stade primitif<sup>(17)</sup>.

---

(16) Voir, par exemple, l'article de Á. Valentinyi (1992).

(17) Il est particulièrement important de noter que le pays est confronté à des problèmes d'immatunité non seulement dans le secteur bancaire, au sens étroit du terme, mais dans le secteur financier au

Il ne faut pas négliger non plus les deux secteurs qu'on a mentionnés plus haut : l'agriculture et la construction de logements. Dans le monde entier, ces deux secteurs utilisent des dispositions particulières concernant le crédit et l'investissement. En Hongrie, la mise en place de ces mécanismes est très lente, ce qui a beaucoup contribué à la récession dans ces deux branches.

Inévitablement, le développement du secteur financier requiert du temps, mais un des reproches que l'on peut adresser au gouvernement, c'est de n'avoir pas fait tout ce qu'il fallait pour que les progrès soient plus rapides. Ce constat s'applique à tous les arguments avancés pour expliquer le retard. La négligence gouvernementale s'exprime aussi dans le retard et la lenteur apportés à la mise en place de mesures d'assouplissement concernant les conditions de crédit privilégié; ces mesures offertes aux entrepreneurs auraient permis un plus large accès aux «E.-crédits» (prêts bonifiés par l'Etat accordés aux entrepreneurs privés à des fins d'investissement). Là encore, hésitation et manque d'imagination se sont fait jour dans un domaine où le gouvernement devrait véritablement faire preuve d'initiative.

Calvo et Coricelli, dans l'étude mentionnée plus haut<sup>(18)</sup> considèrent les perturbations du système de crédit et la rareté de ce crédit comme une des principales causes de la récession. Ce jugement semble correct, mais du moins dans le cas de la Hongrie, faut-il apporter quelque nuance. Je ne pense pas que le problème essentiel soit le resserrement de l'offre totale de crédit autorisée par la politique monétaire du gouvernement. Cette affirmation ne confine-t-elle pas à la tautologie? De mon point de vue, le problème se trouve dans la situation de friction

---

sens plus large. Ce serait une erreur de laisser le crédit jouer un rôle excessif dans le financement des entreprises, et, de ce fait, reléguer les fonds propres de ces entreprises au second plan. Des difficultés apparaissent pour réunir le capital initial et les investissements nécessaires pour des injections de capital. Un très grand degré d'incertitude quant aux possibilités d'investissements rentables et sans risques, et plus encore le sous-développement des institutions qui gèrent les investissements, tout cela détourne ceux qui possèdent de l'argent de placer leur épargne sur le marché des capitaux.

(18) G. A. Calvo et F. Coricelli (1992).

excessive et de faible efficacité où le système financier agit comme intermédiaire entre le détenteur de liquidité (l'épargnant-déposant) et l'emprunteur.

En résumé de ce premier chapitre, on peut affirmer que la transformation post-socialiste donne nécessairement naissance à des processus qui engendrent une réduction de la production globale. La conséquence douloureuse de cette transformation a été étudiée sous cinq « aspects ». Ces cinq processus, qui s'entremêlent et se renforcent les uns les autres, retardent la croissance et entravent la production. Leurs effets négatifs sont renforcés par les erreurs du gouvernement.

## II DES QUATRE COMPOSANTES DE LA DEMANDE GLOBALE

Dans la section 1 du chapitre précédent, nous avons fait porter notre attention sur le rôle évident et de plus en plus grand joué par la demande pour déterminer la production dans la période de la transition post-socialiste. Considérons maintenant les principales composantes de la demande, l'une après l'autre, en prenant les catégories généralement utilisées en macroéconomie. Le tableau 9 montre en résumé les variations de ces données<sup>(19)</sup>. Mais j'aimerais insister dès à présent sur le fait que je ne me borne pas exclusivement à considérer l'aspect demande (utilisation) mais je parlerai aussi de certains aspects de l'offre (production). Bien que, dans chaque cas,

---

(19) Le texte de cette étude utilise les catégories habituelles de la macroéconomie : investissement, consommation privée, consommation publique, surplus d'exportations ou exportations nettes. La classification des statistiques officielles concernant l'utilisation du PIB en diffère quelque peu, ce que nous pouvons voir dans le tableau 9, par exemple. Chacune des catégories macroéconomiques peut correspondre plus ou moins à une catégorie statistique. Puisque, à ce stade, il ne s'agit pas d'analyse quantitative, on peut espérer que les décalages entre les deux types de classification ne seront pas cause d'erreurs.

je prene une approche macroéconomique pour étudier le phénomène, je ferai aussi plusieurs fois référence aux aspects microéconomiques et institutionnels.

*Tableau 9*  
**Dépense ou produit intérieur brut**

Composantes	PIB aux prix de 1988 millions de forints				Indices de volume %		
	1988	1989	1990	1991	1989/ 1988	1990/ 1989	1991/ 1990
Consommation privée	873 814	893 586	861 112	811 591	102,3	96,4	94,2
Consommation publique	175 000	164 000	168 300	163 755	93,7	102,6	97,3
<i>Consommation finale totale</i>	<i>1 048 814</i>	<i>1 057 586</i>	<i>1 029 412</i>	<i>975 346</i>	<i>100,8</i>	<i>97,3</i>	<i>94,7</i>
Formation brute de capital fixe	310 801	332 529	308 800	272 925	107,0	92,9	88,4
Variation de stocks	49 941	32 685	40 947	-1 136	-	-	-
<i>Formation brute de capital</i>	<i>360 742</i>	<i>365 214</i>	<i>349 747</i>	<i>271 789</i>	<i>101,2</i>	<i>95,8</i>	<i>77,7</i>
<i>Emplois intérieurs totaux</i>	<i>1 409 556</i>	<i>1 422 800</i>	<i>1 379 159</i>	<i>1 247 135</i>	<i>100,9</i>	<i>96,9</i>	<i>90,4</i>
Exportations	530 395	536 815	508 132	430 345	101,2	94,7	84,7
Importations	491 738	500 737	479 425	437 038	101,8	95,7	91,2
<i>Solde</i>	<i>38 657</i>	<i>36 078</i>	<i>28 707</i>	<i>-6 693</i>	-	-	-
<b>Total PIB</b>	<b>1 448 213</b>	<b>1 458 878</b>	<b>1 407 866</b>	<b>1 240 442</b>	<b>100,7</b>	<b>96,5</b>	<b>88,1</b>

Source : Központi Statisztikai Hivatal (1993, Tableaux 1.2,3).

## Investissement

Commençons par la catégorie la plus importante du point de vue de la croissance à moyen et à long terme : l'investissement. Le volume de l'investissement a sérieusement baissé (*tableau 10*) en fait, de 29 % depuis son point maximum. La part de l'investissement a décliné dans l'utilisation du PIB qui est lui-même régulièrement décroissant, (*tableau 11*).

Tableau 10  
Investissement en Hongrie, 1980-1992

Année	Investissement 1980 = 100 (aux prix constants)
1981	95,6
1982	94,2
1983	90,9
1984	87,7
1985	85,1
1986	90,6
1987	99,4
1988	90,3
1989	95,0
1990	86,8
1991	76,8
1992 <sup>(a)</sup>	71,0

Source : Les données sont fournies par le Bureau central de statistiques de Hongrie.

Note : (a) Calcul préliminaire par le Bureau central de statistiques de Hongrie.

Il y avait une soif d'investissement inextinguible et constante, évidente dans le système socialiste classique. Cette pulsion d'investissement mue par ce que Keynes appelait « les esprits animaux » ne s'est jamais relâchée. Les décideurs, à tous les niveaux, depuis le directeur d'usine jusqu'au premier ministre, étaient poussés par un appétit d'expansion. Le fait que, finalement, la note était toujours couverte par les fonds publics, de sorte

*Tableau 11*  
**Formation de capital fixe (investissement)**  
**en Hongrie, 1980-1991**

Année	Formation de capital fixe en pourcentage du PIB (prix courants)
1980	28,8
1981	26,5
1982	25,2
1983	24,5
1984	23,0
1985	22,5
1986	24,0
1987	24,7
1988	20,6
1989	20,3
1990	17,8
1991	19,1

*Source* : Période 1980-1987 : Magyar Nemzeti Bank : (1990, p. 97); période 1988-1990 : National Bank of Hungary : (1991, p. 129); 1991 : J. Vigh, (1993, p. 22).

que l'échec financier de l'investissement était surmonté, garantissait un optimisme permanent en ce qui concerne la croissance.

Cette attitude, déjà modifiée par les quasi-réformes, fut complètement éradiquée par le changement politique et les modifications institutionnelles qui s'ensuivirent. Le désir d'investissement disparut, pour être remplacée par la prudence, et même chez certains investisseurs, par la frilosité et la crainte<sup>(20)</sup>. Considérons les diverses sphères de décisions d'investissement à tour de rôle.

<sup>(20)</sup> Considérant les motivations qui déterminent les comportements, ce phénomène peut être rapproché de celui que nous avons décrit précédemment concernant le crédit. Une forte aversion envers le risque apparaît dans les deux domaines.

Ces deux domaines ne sont pas identiques, même s'ils se recouvrent en partie. Une part de l'investissement n'est pas financée par le crédit, et le crédit n'est pas toujours mis en place à des fins d'investissement.

1) Au niveau gouvernemental, dans lequel je n'inclus pas ici les entreprises d'Etat, l'investissement a baissé. Ceci est lié, bien sûr, aux problèmes dûs à la situation fiscale. Des tensions semblables dans le système socialiste n'auraient pas découragé les dirigeants au sommet d'entreprendre de grandes dépenses d'investissement, puisque les décisions se prenaient à huis clos. Pour importants que soient les coûts d'investissement, ils pouvaient être couverts par des impôts prélevés indirectement sur les citoyens. Ceci ne peut plus se produire aujourd'hui, parce que c'est le Parlement qui décide de l'utilisation de l'argent des contribuables, au vu et au su de tout le monde.

Afin de surmonter la récession, il serait opportun que s'accroissent les dépenses publiques d'investissement. L'Etat doit jouer un rôle plus important, particulièrement au niveau de l'investissement dans les infrastructures.

2) Les entreprises d'Etat, dans le groupe qui, vraisemblablement, restera propriété de l'Etat à long terme ou de façon permanente, ont besoin d'investissements pour assurer leur modernisation et leur survie. Le problème c'est que beaucoup de ces firmes se trouvent aujourd'hui dans de sérieuses difficultés financières et qu'elles ne se montrent pas assez dignes de confiance. Si un projet d'investissement tourne mal, elles ne peuvent pas compter sur une assistance automatique. C'est pourquoi la confiance qu'elles avaient autrefois en elles-mêmes a disparu; leurs directeurs font preuve d'hésitations et n'osent pas investir. Ceci doit changer. Les décideurs, bien sûr, se sentent responsables de ces investissements faits après tout, avec l'argent public; mais ceci ne devrait pas les bloquer dans la prise de telles décisions; la communauté des affaires devrait aussi encourager le secteur public à investir.

3) La situation est plus mauvaise encore pour les entreprises qui sont toujours propriété d'Etat, mais dont on sait qu'elles seront privatisées dans l'avenir. Dans ce cas, presque tout effort d'investissement se trouve paralysé; personne n'ose se lancer dans une initiative nouvelle tant qu'on ne connaît pas les nouveaux propriétaires. En fait, on constate un désinvestissement silencieux, — la valeur des actifs investis précédemment

diminuant. On peut tirer plusieurs conclusions pratiques de ces observations :

- Une accélération du changement de propriété est urgente, également du point de vue de l'investissement. Les conséquences immédiates de la vente ne devraient pas être le seul critère. Il faudrait aussi prendre en considération, avec les objectifs généraux de transformation sociale, les résultats probables de l'investissement, et le programme de créations d'emplois promis par les nouveaux propriétaires.
- Avant que la privatisation ne se mette en place, il faut s'assurer pour le moins que les actifs parviendront aux nouveaux propriétaires dans les meilleures conditions possibles. Un élément fondamental pour qu'il en soit ainsi est la préservation et le maintien scrupuleux des actifs. Beaucoup de firmes ont besoin de réorganisation, ce qui implique généralement aussi que l'on investisse des sommes d'argent plus ou moins importantes à cet effet.
- On doit donner aux patrons des firmes des motivations beaucoup plus fortes pour exécuter les tâches que nous venons de décrire, de telle sorte que les actifs privatisés gardent toute leur valeur, et qu'ils ne soient pas dépréciés.

4) Dans les firmes privées, en fait, «les esprits animaux» de Keynes existent vraiment, comme le montre le grand nombre d'entrées et de créations d'entreprises. Elles sont prospères, ou du moins elles le seraient si la propension à investir n'était pas étouffée par des circonstances défavorables. Nous en avons déjà mentionnés trois, lors de notre étude sur le secteur financier : l'incertitude qui, en fait, est beaucoup plus grande que ce que l'on connaît dans l'économie de marché, l'archaïsme du marché financier, et la réticence à prêter à des firmes privées. Ajoutés à ces éléments, il faut citer la faiblesse du marché des capitaux, et le fait que le système fiscal n'est pas assez propice à l'investissement. On pourrait aussi inclure, dans les facteurs qui freinent la propension à investir, le niveau élevé des taux d'intérêt. (Cet aspect a déjà été mentionné).

Surmonter cette situation apparaît comme le facteur essentiel pour sortir de la récession.

5) Acteurs essentiels dans le domaine de l'investissement, il faut citer les ménages, qui peuvent financer la construction d'un appartement ou d'une maison à des fins d'habitation, à partir de leur propre épargne ou de crédit. Afin de faire le tour de ce problème, je veux répéter que la construction de logements, en général, y compris celle qui est financée par les ménages, a très nettement baissé. Donner un nouvel élan à cette activité avec, par exemple, des crédits plus accessibles et des avantages fiscaux, pourrait jouer un rôle important dans la sortie de crise.

### *Consommation*

Comme le montre le tableau 9, le volume de la consommation privée individuelle a baissé, mais dans une moindre mesure que le PIB et le revenu réel global.

Dans le mécanisme de planification centrale, la part prédominante du revenu des ménages était régulée par l'Etat et le taux d'épargne relativement stable, de telle sorte que la gestion centralisée de l'économie pouvait prévoir avec précision la demande des consommateurs. Tout ceci est fini maintenant. Examinons les uns après les autres les déterminants de la demande :

1) Une plus faible part du revenu provient du budget, alors qu'une partie plus importante dépend des accords passés entre employeurs et salariés. Bien qu'ils soient influencés par les négociations collectives et les conciliations d'intérêt qui s'effectuent au plus haut niveau et sur lesquels le gouvernement a une très grande influence même si elle n'est pas exclusive, les accords salariaux, aujourd'hui, sont décentralisés. L'accord conclu au niveau central est, tout au plus, pris en considération comme suggestion.

2) Dès lors que les ménages ont un revenu financier et quelques réserves d'épargne préalablement accumulées, leurs décisions concernant dépense ou épargne sont de leur ressort. Celles-ci peuvent être influencées par l'action du gouvernement (par exemple, une politique

monétaire et fiscale qui essaie d'affecter le taux d'intérêt) mais le poids de cette influence reste incertain.

Bien que les intentions de dépense future, c'est-à-dire la dépense globale des ménages, puissent avoir un effet important sur la récession, elles restent difficiles à cerner. Les ménages eux-mêmes viennent seulement d'être plongés dans la situation nouvelle, et commencent à apprendre à gérer de nouveaux comportements d'épargne. Aucun économiste ne peut encore apprécier le résultat de ce processus de formation, ou même en reconnaître les régularités; ni d'ailleurs révéler le point de départ vers ces habitudes futures<sup>(21)</sup>. Je vais choisir quelques hypothèses qui, me semble-t-il, ne s'appliquent pas seulement à la situation actuelle de la Hongrie, mais qui expriment une validité plus générale<sup>(22)</sup> :

- Les citoyens qui peuvent de moins en moins compter sur l'aide de l'Etat, mettent en place une réserve de sécurité pour faire face à la maladie ou au chômage, et à la vieillesse.
- Ce que l'on considère aussi comme « épargne des ménages » c'est l'accumulation de capital pour la création de nouvelles sociétés privées (y compris des affaires non déclarées, plus ou moins légales).
- Le taux d'épargne des classes sociales à haut revenu est généralement plus élevé que celui des classes à

---

<sup>(21)</sup> On peut caractériser l'épargne des ménages par un certain nombre d'indicateurs en stock et en flux. Prenons ici seulement un indicateur en stock, utilisé dans les statistiques financières hongroises : la « position financière nette » de la population en général, c'est-à-dire, la catégorie des ménages. L'indicateur est calculé en soustrayant la dette totale de l'épargne brute accumulée (dont les composantes sont les liquidités, les dépôts et les titres). Cet indice a augmenté tout à coup en 1991, et dans la première partie de 1992; ce mouvement à la hausse est certainement dû à la forte incitation pour le remboursement immédiat des prêts immobiliers.

Même après que cette forte hausse ait connu un ralentissement, la position nette de la population, en termes réels, a fortement augmenté depuis trois ans : elle était de 71 % plus élevée à la fin de 1992 qu'à la fin de 1989. (Source : Communication avec la Banque Nationale de Hongrie et Magyar Nemzeti Bank (1993), p. 122.

<sup>(22)</sup> Dans un article de J. Király (1992), on trouve, de ce point de vue, des hypothèses qui semblent convaincantes, et que j'ai aussi utilisées dans ce qui suit.

revenus plus faibles. C'est pourquoi on peut assumer que l'écart entre les revenus qui s'est produit dans les dernières années, a eu pour conséquence de faire monter le taux moyen d'épargne. On peut penser que ces tendances vont continuer à s'affirmer.

Que peut-on conclure de tout ceci, en termes de politique économique visant à surmonter la récession? Ce serait une erreur de développer une croissance de la demande de consommation par l'intermédiaire d'augmentations de salaires incontrôlées. Bien qu'éventuellement populaires dans un premier temps, elles représentent une arme dangereuse qui peut facilement outrepasser son objectif. Il pourrait se produire aussi un changement inattendu du taux d'épargne, de sorte qu'un volume de demande encore plus important que prévu, n'apparaisse sur le marché, provenant d'un excès de revenu. Ceci aurait pour conséquence non seulement de relancer la production, mais également les prix, conduisant ainsi à une poussée inflationniste importante. Pour l'avenir, il est encore bien nécessaire que les travailleurs et les organisations qui les représentent, fassent preuve de modération et de sobriété. Mais si une pression salariale excessive devait se produire quand même, espérons que les employeurs (y compris le plus grand d'entre eux, l'Etat) sauraient faire preuve de fermeté.

Une politique imprudente des salaires affecterait aussi l'emploi de façon négative. Il y a une relation macroéconomique bien connue. Beaucoup de firmes seraient obligées de licencier des travailleurs si elles devaient supporter une masse salariale trop élevée dans les conditions actuelles des coûts et de la productivité du travail.

Bien qu'en matière de salaires, il y ait grand besoin de prudence et de discipline, il existe quelques mesures bien adaptées qui pourraient aussi faire en sorte que les ménages, par leurs choix économiques, apportent leur contribution pour surmonter la crise. Le gouvernement et le secteur financier qui est encore essentiellement aux mains de l'Etat, n'ont pas montré non plus assez

d'initiative à cet égard. Je vais vous donner quelques exemples :

- On devrait faire davantage pour que le système bancaire ne soit pas la voie exclusive par laquelle l'épargne privée se transforme en investissement. Les ménages devraient être davantage impliqués dans le marché des capitaux, avant tout par l'intermédiaire des fonds d'investissement, des compagnies d'assurances et des fonds de retraite décentralisés. Ceci aurait pour conséquence de fixer et donc de stabiliser une bonne partie de l'épargne.
- Je veux répéter ici une chose que j'ai déjà mentionnée : il est souhaitable qu'une part non négligeable de l'épargne des ménages soit utilisée au financement de la construction de logements.
- De plus, héritage de l'économie socialiste, on laisse trop peu de perspectives dans les pays post-socialistes, y compris la Hongrie, au crédit à la consommation, lequel est beaucoup plus limité que dans les économies capitalistes évoluées. Le développement de ces crédits peut fournir une augmentation facilement contrôlable de la demande, avec des effets positifs sur la production.

### *Consommation publique* <sup>(23)</sup>

Le budget de l'Etat, grâce auquel le gouvernement finance sa consommation, est devenu une question d'actualité permanente dans la politique au jour le

---

(23) La catégorie « consommation publique » (c'est-à-dire, la dépense publique totale, moins les dépenses publiques d'investissement) ne coïncide pas exactement avec la catégorie statistique « consommation collective » (voir tableau 9) bien qu'elles se recouvrent en partie. Il y a une troisième partie « dépense budgétaire totale » qui diffère des deux précédentes, pour la raison qu'elle inclut également l'investissement financé à partir du budget.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de comparer ces catégories en détail, ou de calculer les variations numériques entre elles. Ce que j'ai à dire se borne à présenter les tendances qualitatives. Elles apparaissent essentiellement dans la partie *commune* aux trois agrégats de la dépense, c'est-à-dire la consommation collective financée par le budget.

jour. Cette étude ne se veut pas une contribution à ce débat. Je reste dans les limites de mon sujet en traitant exclusivement des relations entre le budget et la récession. Au delà de la situation présente, j'étudie quelques problèmes plus généraux liés à cette relation.

La Hongrie se trouve prise dans un cercle vicieux. La baisse de la production s'accompagne nécessairement d'une baisse du revenu de l'Etat, tandis que la dépense publique n'est pas liée directement à la quantité de production. Ainsi une récession va-t-elle produire un déficit budgétaire dans toute économie. Mais dès lors que s'instaure un déficit, il devient difficile pour le gouvernement de prendre la décision de mettre en place des incitations financières, ce qui est la méthode la plus évidente de surmonter rapidement la récession.

C'est devenu un truisme depuis Keynes de suggérer qu'en période de récession, il est bon de prendre des mesures financières pour accroître la demande globale, même au prix d'un déficit budgétaire. Dans les ouvrages d'histoire économique d'influence keynésienne, on a décrit la politique des gouvernements qui ont augmenté les impôts et réduit la dépense pendant la phase de contraction du cycle, comme une lourde erreur, puisque ces mesures réduisaient la demande totale.

Ce même courant de pensée suggère l'affirmation suivante. Si, dans les périodes passées, le déficit avait été moins important (si la dépense avait été plus faible et les rentrées plus élevées), toutes choses étant égales par ailleurs, la baisse de la production aurait été plus forte qu'elle ne l'a été en fait. Le déficit budgétaire a joué le rôle d'un stabilisateur anti-cyclique.

La même théorie nous conduit, à court terme, à la conclusion suivante : il serait dangereux aujourd'hui de réduire le déficit de façon nette et rapide (en supposant que l'administration soit capable de le faire). Une réduction rapide et drastique (par exemple, une forte augmentation des impôts) réduirait brutalement la demande globale et accentuerait plus encore cette récession déjà si profonde. Disant cela, je n'ignore nullement les arguments parfaitement fondés sur la nature très pernicieuse du déficit budgétaire. Il implique un risque inflationniste;

de plus, son financement ne permet plus l'investissement, si nécessaire à la reprise et à la croissance. Je veux simplement mettre l'accent sur l'existence d'un lien direct entre les deux fléaux de l'économie hongroise : la récession et le déficit budgétaire. Traiter de l'un des problèmes sans circonspection, aurait des conséquences néfastes qui pourrait empêcher la guérison de l'autre mal.

Loin de ma pensée de prôner une augmentation du déficit. Au contraire, le but recherché est de prendre des mesures concertées pour réduire les principaux postes du budget, c'est-à-dire réduire les dépenses, les recettes et le déficit simultanément. Mais il faut rester vigilant en ce qui concerne le point suivant : la réduction doit se produire de telle façon que la contraction de la demande due à une moindre consommation publique soit compensée, dans son intégralité si possible, par la demande d'investissement. Il faut espérer que cette ré-allocation souhaitable des ressources soit garantie par une réduction ultérieure de la demande de crédit pour le financement du budget, en d'autres termes que soit moins important l'effet d'éviction. Ceci doit se combiner, à tout moment, avec une augmentation de la part des dépenses d'investissement dans la dépense publique totale. Dans ce cas, il se produira une recombinaison de la demande globale. La demande totale d'investissement dans tous les secteurs (gouvernement, entreprises et ménages) aura des effets multiplicateurs beaucoup plus bénéfiques que la demande provenant de la consommation publique.

### *Importations et exportations*

Dans la logique de notre exposé, le commerce extérieur est traité en dernier lieu ; cependant, il ne fait aucun doute, que, de tous les facteurs concourant à la récession, le net déclin du commerce avec les pays de l'ex-Comecon, y compris l'effondrement du marché ex-soviétique, a provoqué le plus grand des bouleversements<sup>(24)</sup>.

---

<sup>(24)</sup> Nous trouvons une tentative pour quantifier numériquement cet état de choses dans une étude de D. Rodrik (1992).

Certains des auteurs traitant de ce problème ont décrit ce phénomène comme « choc externe ». De mon point de vue, le terme n'est pas adapté. Il est certainement vrai que le choc du commerce extérieur est externe à chaque pays concerné, si l'on se place dans une optique géographique, mais toutes les caractéristiques du commerce intra-Comecon peuvent trouver leur origine dans les principes de base de l'ordre économique socialiste; ses effets sont profondément ancrés dans les normes du système. Le marché de vendeurs fonctionnait bien parce qu'il y avait un acheteur du Comecon même pour les articles qui étaient les moins demandés dans le pays; si tous les arguments de vente échouaient, celle-ci avait quand même lieu par la force de l'accord qui liait les partenaires. L'expression « choc externe » s'applique normalement à un événement qui apparaît brutalement et puis disparaît, de telle sorte que l'économie, après quelques soubresauts, surmonte la situation et repart du point où elle se trouvait avant le choc. L'effondrement des échanges intra-Comecon a eu, toutefois, des conséquences durables et définitives. La structure de ces économies doit être modifiée une fois pour toutes avant qu'elles ne puissent retrouver leur prospérité hors de ce système.

Le tableau 9 montre clairement que parmi les composantes principales de la demande globale, ce sont les exportations qui ont le plus reculé, plus encore que l'investissement. C'est l'économie hongroise qui, la première, essaya de s'ajuster, s'avérant capable de ré-orienter une grande partie de son potentiel d'exportation vers les marchés de l'OCDE, (tableau 12). Ceci permit à l'économie hongroise de garder son équilibre, de faire en sorte que la baisse de la production ne prenne pas des proportions catastrophiques et que la position du pays concernant les règlements internationaux soit consolidée.

Malheureusement il est impossible de maintenir cette charge de cavalerie; le taux de croissance des exportations a déjà baissé, et on peut apercevoir les signes avant-coureurs d'un déclin. Et c'est un manque de chance qu'une récession (qui n'a cependant pas l'ampleur de la nôtre) ait fait son apparition dans le monde occidental,

*Tableau 12*  
**Destination des exportations  
 de la Hongrie**

	CEE	(Ex) COMECON	Autres
	Part des exportations totales (en %)		
1987	19,8	50,2	30,0
1988	22,5	44,8	32,7
1989	24,7	40,8	34,5
1990	33,5	30,2	36,3
1991	40,3	25,7	34,0

*Sources* : K. Dervis et T. Condon : (1993). Données issues de : IMF Direction of Trade Statistics.

*Note* : Chiffres pour 1991 jusqu'au troisième trimestre. D'après les données sur l'exportation de la Banque nationale hongroise, qui sont calculées sur la valeur du forint des exportations de la Hongrie, la part des pays de la Communauté européenne dans les exportations totales de la Hongrie était de 49,7 % en 1992. (*Magyar Nemzeti Bank*, 1993, p. 71)

au moment même où nous avons le plus grand besoin de nous ouvrir en direction de ses marchés.

Un autre problème vient du fait que le premier progrès notoire se fit en s'appuyant sur l'ancienne formule : «exportation à tout prix». Beaucoup d'entreprises, particulièrement dans le secteur public, ont supporté de grandes pertes financières, juste pour avoir la possibilité d'exporter et pour ne pas avoir à interrompre la production. Mais ceci ne peut continuer à l'avenir, au moment où la contrainte budgétaire se durcit. A l'inverse, il faut se battre maintenant pour accroître, autant que faire se peut, des exportations qui soient vraiment rentables sans subvention de l'Etat. Par ailleurs, la restriction de la demande intérieure s'est quelque peu atténuée, de sorte que les firmes ressentent moins fortement l'alternative : exporter ou mourir.

Par surcroît, on doit affronter les graves problèmes des exportations agricoles, provoqués par plusieurs facteurs : à savoir, non seulement les aléas climatiques, mais la tendance croissante au protectionnisme dans les pays

importateurs et la crise de la production agricole traitée plus haut dans cette étude.

Je partage l'opinion de ceux qui affirment que les exportations constituent, à long terme, un facteur privilégié de croissance pour les petits pays qui s'ouvrent vers l'extérieur. Mais c'est un autre problème que de discerner dans quelle mesure les exportations contribuent, dans les circonstances actuelles, à la tâche urgente et à court terme, de surmonter la récession aussi rapidement que possible. Quelques uns des moyens mentionnés plus haut, en rapport avec l'incitation à investir, peuvent, de toute évidence, s'appliquer aussi aux exportations. Il faut accorder une attention toute particulière aux investissements privés qui visent à produire aussi pour l'exportation.

Certaines analyses approfondies infirment l'idée que les importations chassent toujours les producteurs nationaux du marché intérieur. On peut trouver des exemples de ce phénomène, mais ce n'est pas toujours le cas. Tout un ensemble de firmes sans concurrent au niveau des importations, a sombré dans une crise profonde, et par ailleurs, un grand nombre de firmes parvient à produire et à vendre avec succès malgré la concurrence des importations. Ces arguments ne vont pas à l'encontre de l'idée d'une protection temporaire pour un produit ou un ensemble de produits fabriqués dans le pays, sur la base d'une rationalité économique et non sous la pression de lobbies. Ceci peut contribuer à freiner la récession. Mais la protection ne doit être que transitoire, jusqu'à ce que les ajustements nécessaires soient faits et en accord avec les prescriptions du GATT, de sorte que cela ne conduise pas à des représailles protectionnistes de la part des partenaires commerciaux étrangers.

Ces problèmes concernant à la fois les importations et les exportations font qu'il s'avère nécessaire, une fois de plus, de reconsidérer la politique du taux de change. Si la politique actuelle d'appréciation réelle de la monnaie qui consiste à accorder à la monnaie hongroise sa vraie valeur se poursuit, il est probable que les opportunités d'exportation et de production intérieure vont se dégrader plus encore face à la concurrence des importations, ce

qui aura pour conséquence d'aggraver la récession. La campagne de lutte contre la récession doit inclure une révision de la politique du change <sup>(25)</sup>.

La dévaluation, on le sait, relance l'inflation <sup>(26)</sup>. Quelle que soit la voie choisie par la Hongrie, on verra s'aggraver l'une ou l'autre situation (récession ou inflation). Ce dilemme surgit en liaison avec la plupart des mesures envisagées, aussi doit-on l'étudier sous sa forme la plus générale, ce que le dernier chapitre va s'efforcer de faire.

En résumé du deuxième chapitre, on peut constater que la contraction observée dans les quatre composantes de la demande globale est, en grande partie, la conséquence du processus de transformation lui-même; mais la politique économique de l'Etat a aussi un rôle à jouer dans le développement de la demande globale. C'est aux maladresses et aux erreurs du gouvernement qu'il faut attribuer, en partie, la violence de cette récession.

## CONCLUSION

### *Priorités*

Mon point de vue est qu'il existe maintenant de bonnes raisons de ré-organiser les priorités. Il y a deux ou trois ans, de puissants arguments politiques et économiques jouaient en faveur des priorités suivantes :

1) Il fallait empêcher la dette d'augmenter et il fallait améliorer la situation du pays sur le plan des réserves de change.

2) Il fallait contenir l'inflation autant que faire se peut.

3) Le chômage devait être « traité » dans le cadre d'une politique sociale.

---

<sup>(25)</sup> Cette idée est développée en détail dans une étude de G. Oblath (1993); je suis d'accord avec ses conclusions.

<sup>(26)</sup> L'effet inflationniste est particulièrement virulent si on laisse augmenter les salaires nominaux pour compenser la dévaluation. C'est pourquoi une des conditions du succès de la politique du taux de change est qu'elle repose sur le consensus social.

Aucune des déclarations politiques, aucun des programmes gouvernementaux, et aucun des articles des économistes n'incluaient, au nombre des priorités essentielles, la nécessité de se préserver de la récession, et ensuite, la nécessité de la combattre ou de l'arrêter.

Voici ce que je propose maintenant comme priorités nouvelles :

1) Il faut empêcher toute aggravation de la crise. Il faut promouvoir la reprise. Il faut remettre l'économie sur le chemin de la croissance. Et la conséquence vraisemblable, après quelques lenteurs peut-être, sera que le chômage cessera d'augmenter et alors l'emploi redémarrera.

2) Il faut faire obstacle à toute accélération nouvelle de l'inflation. Il faut ramener progressivement le taux d'inflation dans la fourchette des 12-18 % que l'on considère être une tranche «d'inflation modérée»<sup>(27)</sup>. Pour l'instant, il est hors de question de se fixer comme but une inflation à un chiffre. Il sera opportun d'envisager cet objectif lorsque l'économie aura à nouveau repris le chemin de la croissance.

3) Il n'est pas nécessaire de chercher à obtenir une autre forte réduction du montant de la dette extérieure ou une augmentation des réserves en devises<sup>(28)</sup>. Un léger déficit sur compte courant est temporairement acceptable, mais il faut néanmoins empêcher toute nouvelle détérioration de la balance des paiements, et ne pas entrer dans une nouvelle spirale d'endettement.

J'ai essayé d'exprimer ces nouvelles priorités avec autant de précision que possible. Sur la base de certaines expériences désagréables du passé, je voudrais à l'avance, m'élever contre toute critique qui dans le

---

(27) L'expérience de nombreux pays montre qu'une économie peut rester dans cette tranche pendant plusieurs années, sans pour autant parvenir à une inflation à un chiffre, en évitant cependant le danger d'une accélération renouvelée de l'inflation. Voir, à ce propos, l'étude de R. Dornbusch et S. Fisher (1993).

(28) Cette dernière proposition devrait être interprétée de la façon suivante. Ce qu'il faut considérer ce n'est pas le volume absolu des réserves de change, mais le rapport entre ces dernières et le volume des importations. Dans le point 3, il est suggéré qu'il n'est pas nécessaire d'accroître davantage ce rapport.

débat, déformerait quelque peu l'une ou l'autre de ces priorités en ne prenant pas en compte certaines de leurs caractéristiques; ceci, dans le but de faire ressortir mes propositions sous une forme biaisée<sup>(29)</sup>.

Il ne faut surtout pas que l'attention se relâche face à l'inflation et à la balance des paiements. En réalité, le danger d'inflation et d'accumulation de la dette sera plus grand que jamais, du fait précisément que l'on prend des mesures pour lutter contre la récession. Les pays qui n'ont à faire face qu'à l'un de ces trois problèmes graves – seulement l'inflation par exemple, ou la récession seulement et le chômage qui en découle – sont dans une situation enviable. L'économie hongroise souffre, en même temps, de plusieurs problèmes sérieux, ce qui rend les décisions extrêmement difficiles, parce que l'effet bénéfique recherché sera toujours accompagné d'effets secondaires non voulus, quelle que soit la voie empruntée. Il est impossible de trouver une solution qui soit satisfaisante de tous les points de vue. Le seul choix qui nous reste, est de décider à quel problème nous devons nous attaquer en priorité, quel mal nous paraît le plus grave.

J'aimerais dire un mot de plus sur le problème de l'inflation, domaine où quelques phénomènes inquiétants se font jour. Il y a un danger de pression inflationniste occasionné par l'augmentation rapide de l'offre de monnaie (à savoir, la monnaie centrale, c'est-à-dire «la base monétaire») et le «surplus» concomitant d'accumulation de monnaie dans le système bancaire. Le taux d'inflation baisse plus lentement que prévu et que promis par le gouvernement. C'est pourquoi dans cette étude, l'accent est mis sur des mesures de «croissance équilibrée» qui

---

<sup>(29)</sup> Des interprétations inexactes ne proviennent pas seulement de mes adversaires dans ce débat. Lorsque j'ai défendu ce point de vue en public à Budapest, un journal quotidien, dans un bref compte-rendu, a exposé les priorités que j'avançais comme formant *un ordonnancement des réformes dans le temps*. D'après cet article, je proposais que la croissance soit réalisée en premier lieu, puis après la réalisation de cet objectif, il fallait s'attaquer à l'inflation, et ceci étant fait, il fallait régler le problème de la balance des paiements. En fait, ce sont là des actions à entreprendre simultanément.

pourraient relancer la production sans provoquer d'augmentation de la demande globale, c'est-à-dire celles de ces mesures qui seraient le moins aptes à avoir des effets secondaires provoquant une accélération de l'inflation.

Mon choix se dessine en faveur d'un virage vers la croissance, et non en faveur d'un demi-tour complet, d'un changement radical d'orientation qui tournerait le dos aux tâches prioritaires précédentes de maîtrise de l'inflation et de contrôle de la dette. Il ne suffit pas d'adopter cette idée et d'en faire un slogan. Pour réaliser ce choix, il faut un programme pratique, détaillé et convaincant, que l'on commencerait à mettre en œuvre dans les plus brefs délais.

Quelles justifications y a-t-il pour ré-organiser ces priorités? Il serait déplorable de commettre l'énorme faute de s'accrocher à un système de pensée rigide. Ces tâches de politique économique, qu'elles soit exprimées dans le groupe des priorités antérieures ou qu'elles forment les priorités actuelles, ne représentent ni le but ultime ni les valeurs premières de l'activité économique auxquelles on doit adhérer en tout état de cause. Ce sont des objectifs intermédiaires et des instruments qu'il faut choisir de manière appropriée à une situation spécifique et qu'il faut reconsidérer si un changement de situation se fait jour. Aucun ordre de priorité universellement ou éternellement valide ne peut être établi entre la croissance de la production, la baisse du chômage, la maîtrise de l'inflation ou l'amélioration de la situation des règlements internationaux. C'est pourquoi la question du début du paragraphe pourrait être posée plus clairement de la façon suivante : Quels changements de la *situation* peuvent justifier une nouvelle évaluation des priorités? Je vais vous donner quelques exemples.

Tout d'abord, comme je le soulignais dans l'introduction, la récession s'est avérée beaucoup plus profonde qu'on ne pouvait le prévoir il y a deux ou trois ans, et il est impossible de ne pas prendre en compte sa durée. Et ceci provoque des dégâts très importants : le retard technique, une pauvreté généralisée, à laquelle s'ajoutent la menace d'une dégradation de la situation financière des pauvres, la détérioration des services de la santé,

de l'éducation et des infrastructures, et ainsi de suite. On ne peut résoudre de façon satisfaisante aucun de ces problèmes par la redistribution, par le transfert de ressources, pour exécuter des tâches qui ont été négligées ou remises à plus tard. Seule une économie en croissance peut résoudre lentement mais sûrement ces problèmes-là, et d'autres qui ne sont pas mentionnés ici.

Deuxièmement, alors que le secteur privé est la seule force sur laquelle on puisse essentiellement compter pour sortir de la récession, son développement est déjà bloqué également par une demande insuffisante. Il est de plus en plus difficile pour beaucoup d'entreprises privées de surmonter les difficultés et de garder la tête hors de l'eau<sup>(30)</sup>. Si le volume total de la production du secteur privé devait commencer à baisser, les perspectives de reprise seraient alors sans espoir.

Le troisième facteur (sans doute le plus important) est que la baisse du revenu réel d'une partie considérable de la population, et le phénomène jusqu'ici inconnu du chômage de masse, ont engendré un vaste mécontentement économique. Si la force et l'étendue de ce mécontentement atteignaient un seuil critique, cela pourrait mettre sérieusement en danger la jeune démocratie hongroise. Les hommes politiques ont, à plusieurs reprises, mis en garde contre la « Weimarisation » des pays post-socialistes, y compris la Hongrie<sup>(31)</sup>. Il faut se souvenir qu'il y avait un chômage de masse et des vagues d'inflation dans l'Allemagne de Weimar qui ont conduit à un désenchantement général et au rejet des institutions démocratiques et du système parlementaire. Ce pessimisme à fondement économique fournit un terrain

---

<sup>(30)</sup> Cette préoccupation a été exprimée par les responsables des plus grandes entreprises privées en Hongrie, qui ont fait allusion à la « contraction du secteur privé sous l'influence de la récession » et qui ont attiré l'attention sur le fait que le déclin économique rendait impossible d'atteindre le chiffre d'affaires indispensable pour financer la dette des grandes entreprises qui avaient connu un développement rapide. (Voir Sz. Hámor) (1993).

<sup>(31)</sup> Au cours de mes lectures, j'ai rencontré cette expression pour la première fois dans un article de G. M. Tamás (1990).

propice à la démagogie, aux promesses gratuites et il amène à souhaiter une poigne de fer.

Nous devons nous garder contre toute « Weimarisation » dans le secteur politique et idéologique. Non pas en tant que substitut à l'action politique, mais comme effort parallèle; il faut tirer des conclusions en termes de politique économique. C'est ce que le changement d'orientation proposé dans cette étude va s'efforcer de faire.

### *Confiance et crédibilité*

Il existe des fondements politiques et psycho-sociologiques nécessaires à une reprise économique. Il ne s'agit pas seulement d'hypothèses avancées par les hommes politiques ou des experts non économistes, comme les psychologues ou les sociologues. Cette conception s'est infiltrée avec force dans la science économique moderne. Je voudrais attirer l'attention sur les rapprochements suivants :

- Dans la macroéconomie moderne, l'étude des anticipations est passée au premier plan. Dans la première génération d'études concernant la courbe de Phillips, on pensait que toute désinflation était clairement accompagnée d'une augmentation spécifique du chômage. Depuis lors, toutefois, on a envisagé une modification de la théorie. Et tout d'abord, on accepte l'idée que la courbe de Phillips peut se déplacer suivant les anticipations inflationnistes<sup>(32)</sup>. Plus les agents économiques s'attendent à une poursuite de l'inflation et plus grands seront les sacrifices en termes d'emploi pour maîtriser ces anticipations. Plus on croit fermement en une décélération de l'inflation et plus faible sera le sacrifice nécessaire. Si l'on applique cette conception à notre cas, on peut exprimer l'idée suivante : des progrès parallèles dans le domaine de la croissance et dans l'équilibre macro-économique ne

---

(32) Cette théorie a été exposée en premier lieu dans les articles de M. Friedman (1968) et de E. S. Phelps (1968). Un regain d'intérêt concernant la relation entre inflation et chômage est apparu depuis lors, essentiellement dans la théorie des anticipations rationnelles.

peuvent être effectués que si le programme gouvernemental a la confiance des agents économiques pour sa mise en œuvre <sup>(33)</sup>. Mais si on pense que la récession et l'inflation vont continuer quelles que soient les promesses du gouvernement, alors, l'anticipation ne pourra que se réaliser.

- Keynes et d'autres économistes ont souligné que l'optimisme – c'est-à-dire la confiance en une économie retrouver – est nécessaire pour consolider la propension à investir. Dans le rapport qui existe entre les deux, on peut dire que soit l'optimisme, soit le pessimisme, se nourrit de lui-même.

- Un sentiment de stabilité, le fait de savoir que les lois et les institutions s'inscrivent dans la durée et qu'elles n'ont pas un caractère changeant ou arbitrairement variable, voilà des éléments qui sont nécessaires pour renforcer la propension à investir, et par delà, pour stimuler l'activité économique sur la base de la propriété privée.

Malheureusement, il y a des problèmes graves concernant ces phénomènes psycho-sociologiques. A titre d'exemple, je ne citerai qu'une étude. Dans le tableau 13 montrant des résultats d'un sondage d'opinion international organisé par des chercheurs occidentaux, les Hongrois ressortent comme étant le groupe le plus pessimiste parmi les personnes interrogées.

Est-il possible de retourner ce comportement général ? Est-ce qu'un programme gouvernemental convaincant, soutenu par un large consensus politique peut émerger ? Cet article a été écrit en juin 1993, neuf mois avant la date des prochaines élections législatives. Il ne faut pas trop se faire d'illusions sur ce consensus dans les mois à venir, au moment où les divisions et les rivalités politiques vont vraisemblablement s'exacerber. Il serait beaucoup plus sage (mais ceci est loin d'être sûr) de

---

<sup>(33)</sup> L'affirmation selon laquelle la confiance dans un programme de stabilisation joue un rôle décisif dans son succès, a été vérifiée non seulement sur le plan théorique, mais aussi d'un point de vue historique. Ceci a été démontré avec une force qui a balayé toutes les contradictions dans une étude célèbre de T. Sargent : *The ends of four big inflations* (1982).

*Tableau 13*  
**Sentiment d'optimisme/pessimisme des individus  
dans les pays occidentaux et d'Europe des l'Est  
en 1991 (a)**

Pays	Optimisme (Op) ou pessimisme (Pe)					
	Progrès (b)		Déclin %	Op (c)		Pe %
	%	Etat stationnaire %		%	Etat stationnaire %	
Royaume Uni	43	28	29	51	37	12
France	36	34	30	42	39	19
Italie	41	34	25	51	32	17
Espagne	34	43	23	39	48	13
RFA	45	38	17	42	46	12
Bulgarie	16	24	60	56	20	24
Tchécoslovaquie	29	22	49	41	33	26
RDA	34	33	33	62	29	9
Hongrie	18	25	57	26	40	34
Pologne	27	21	52	36	40	24
Russie européenne	21	22	57	40	36	24

Sources : M. Kaase (1992, p. 23), sur la base de *Times-Mirror* (1991, 21-23, Annexes statistiques). Les données manquantes pour le passé et le présent représentent en moyenne 1 à 2 %. 20 % n'ont pas fourni d'estimation du futur. Les cas avec des données manquantes ont été exclus de ces calculs.

Notes : (a) Pourcentages donnés en lignes, type Cantril, échelle de 0 à 10.

(b) Progrès/déclin sont basés sur une comparaison d'il y a cinq ans par rapport à aujourd'hui.

(c) Optimisme/pessimisme sont basés sur une comparaison d'aujourd'hui par rapport aux cinq années à venir.

souhaiter simplement que la situation ne se détériore pas davantage, et que la configuration politique après les élections fournisse des conditions plus favorables pour mettre en œuvre un programme crédible et qui donne confiance à tous.

*Tableau 14*  
**Inflation et anticipations inflationnistes**  
**en Hongrie, 1992-1993**

Mois	Anticipations inflationnistes pour 1992 <sup>(a)</sup> (en %)	Taux d'inflation effectif (en %)
Janvier 1992	33	28,2
Février 1992	33	25,8
Mars 1992	—	24,7
Avril 1992	32	23,3
Mai 1992	33	22,6
Juin 1992	35	20,6
Juillet 1992	36	20,1
Août 1992	35	20,7
Septembre 1992	31	21,7
Octobre 1992	34	23,4
Novembre 1992	32	22,7
Décembre 1992	33	21,6
Janvier 1993	32	25,9

*Sources* : Colonne 1 : Une étude de l'opinion publique par Szonda Ipsos; Colonne 2, 1992 : Statisztikai Havi közlemenyek, (Rapport Statistiques Mensuel), 1992, n° 12, p. 63 ; Janvier 1993 : information données par le Bureau Central de Statistiques de Hongrie.

*Note* : Chaque mois un échantillon représentatif de 1 000 personnes était interrogé à l'échelle du pays, sur la question suivante : «De quel pourcentage pensez-vous que les prix augmenteront cette année?»

### Rôle de l'Etat <sup>(34)</sup>

En théorie, il y a deux façons de sortir de la récession : vers l'avant, ou vers l'arrière. *Vers l'arrière* signifie restaurer les anciennes structures de l'économie faites de subventions, de soutien aux exportations inefficaces, d'aide artificielle aux entreprises d'Etat en crise financière et aux emplois qui s'y rapportent, de défense des producteurs nationaux contre la concurrence des importations par des moyens protectionnistes, et de maintien de l'emploi dans les entreprises qui survivent avec, bien sûr, la faible productivité que tout cela représente; ce qui veut dire sortir de la récession en renonçant à toute transformation, et restaurer en partie l'ancien système économique. Si nous laissons de côté l'aspect politique, cela implique un programme qui, au sens économique, peut se réaliser par l'intermédiaire d'une politique financière et monétaire de relance de la demande « hyperkeynésienne », basée sur l'intervention bureaucratique. Des idées de ce genre se font jour en maints endroits, colorées aux nuances variées du spectre politique hongrois.

La sortie de crise *vers l'avant*, c'est essayer de surmonter les plus graves difficultés, en d'autres termes, faire disparaître les emplois inefficaces et faire tous les efforts nécessaires pour assurer le développement du secteur privé, la création de nouveaux emplois productifs, la mise en place des ajustements structurels nécessaires, et le développement d'exportations rentables.

Mais même parmi ceux qui acceptent la voie de progrès nécessitant une transformation radicale, on va déceler deux orientations concernant la stratégie à suivre. Dans l'une d'elles, on trouve une confiance totale dans

---

<sup>(34)</sup> En ce point, et partout dans cette étude, par le mot «Etat» j'entends l'ensemble de toutes les branches du pouvoir d'Etat (législatif, exécutif et judiciaire). J'insiste sur cette définition parce que beaucoup de lecteurs suivront les habitudes ancrées dans les esprits, et identifieront «l'Etat» avec le gouvernement du jour, sans prendre en compte le rôle du Parlement, le chef du gouvernement, les instances judiciaires y compris le Conseil constitutionnel, comme «contrôle et équilibre» des forces gouvernementales. Ces instances ont beaucoup de pouvoir, et elles partagent avec le gouvernement la responsabilité du développement du pays.

les forces spontanées du marché et de l'initiative privée. Il suffit d'attendre que les forces naturelles de l'économie sortent cette économie de l'abîme. Ces forces sont si puissantes qu'elles peuvent même prévaloir sur un gouvernement incompétent qui répète les mêmes erreurs. Je dois avouer que j'ai moi-même penché vers ce point de vue pendant assez longtemps, d'autant plus que je me range aux côtés de ceux dont l'expérience passée les conduit à exprimer des doutes quant à la sagesse des gouvernements.

Mais je suis dans l'obligation de moduler cette position quelque peu doctrinaire. J'y suis poussé par la conscience que j'ai du danger de «Weimarisation» mentionnée précédemment. Un autre argument est la prise de conscience que rester à attendre un mouvement spontané, se nourrissant de lui-même, dans la situation politique et économique actuelle de la Hongrie, pourrait engendrer ce que l'on appelle en économie «un équilibre de sous-emploi». Cet état, dans le cas de la Hongrie, comporterait les caractéristiques suivantes : il y aurait un marasme prolongé de la propension à investir. Le chômage de masse se stabiliserait à un haut niveau et l'utilisation d'autres ressources serait également faible. La croissance du secteur privé s'en tiendrait à son niveau actuel par manque d'esprit d'entreprise. Le capital étranger perdrait tout intérêt à s'investir en Hongrie. La crise financière se prolongerait; il y aurait un manque d'argent pour le développement des infrastructures, pour l'éducation, les soins médicaux et les services sociaux. On ne pourrait pas surmonter le déficit budgétaire sans croissance de la production, mais la production ne pourrait pas se développer à cause des impôts élevés et de l'effet d'«éviction» dû au déficit budgétaire. Il y aurait des vagues répétées d'inflation, suivies de mesures douloureuses pour les maîtriser. Bien que l'économie soit alors parvenue au fond de la crise, elle serait bien incapable de s'en relever.

Ceci n'est pas un simple cauchemar. Il y a des économies du Tiers Monde où cet état de lente stagnation se maintient depuis longtemps. Quoi qu'il arrive, nous

devons sortir de ce bas-fonds, et l'activité économique relancée par l'Etat est essentielle pour y parvenir.

Je ne suis pas le partisan inconditionnel d'une intervention importante de l'Etat, ni d'une micro-régulation bureaucratique : ceci nous mènerait à la tentative dont je viens juste de me dissocier : à savoir combattre la récession en restaurant partiellement l'ancien système.

De mon point de vue, il est important de se référer à deux niveaux d'engagement de l'Etat justifiés et même souhaitables. Le premier stade, en fait, ne représente rien de plus que ce que l'Etat ferait dans une économie de marché moderne, même en s'appuyant sur un concept libéral : faire des lois et contrôler leur application, mettre en place une politique financière et monétaire, et exercer un contrôle là où c'est essentiel (par exemple, sur le secteur financier ou les monopoles naturels). Il doit mettre en application tous ces principes de telle sorte qu'ils servent les priorités de la période actuelle.

Le second stade demande davantage encore de l'Etat pendant la transition post-socialiste; ce dernier *doit initier et aider activement* le développement des institutions nouvelles nécessaires à l'économie de marché, la mise en place de certaines organisations nouvelles, la suppression de certaines autres et la transformation des relations de propriété. Cet article a développé beaucoup d'autres exemples de ces engagements.

C'est pourquoi je ne suis pas de ceux qui suggèrent que l'Etat devrait ne rien faire. Cela dégagerait de leur part de responsabilité à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Dans un domaine bien défini, l'Etat devrait, sans aucun doute, s'acquitter de certaines tâches. Si la récession qui accompagne la transition perdure, et implique un trop vaste gâchis, il faut bien comprendre que c'est aussi la responsabilité du gouvernement.

### *Responsabilité des économistes*

Dans une période où les luttes politiques se font plus vives, on peut craindre que les gouvernants n'optent en faveur de mesures qui sont néfastes à long terme, mais populaires à court terme. On encourt aussi le risque

que l'opposition n'essaye de dresser l'opinion publique contre le gouvernement en faisant des promesses extravagantes. Dans de telles périodes, une responsabilité plus grande encore revient aux économistes qui ont le devoir professionnel de dénoncer ces deux menaces.

Au cours de débats publics sur la récession et sur la situation économique en général, beaucoup d'hommes politiques et de journalistes spécialisés, sans compter quelques chercheurs «se sont retranchés derrière des barrières idéologiques» comme Tibor Erdős le montre si bien *graphiquement* <sup>(35)</sup>. Il règne une ambiance de suspicion mutuelle. Ceux qui parlent de «stimulation» sont soupçonnés de soutenir le gouvernement, tandis que ceux qui font état de «restriction» sont classés au nombre des opposants libéraux. Erdős insiste sur le fait que les chercheurs ne devraient pas se retrancher derrière des barrières idéologiques mais faire preuve d'objectivité et exprimer des points de vue en accord avec leurs convictions. Rudolf Andorka exprime une opinion semblable lorsqu'il affirme «il n'y a pas de recette miracle concernant la politique économique. Il faut faire preuve de pragmatisme; on ne peut pas laisser les idéologies et les dogmes déterminer la politique économique <sup>(36)</sup>».

Je partage entièrement ce point de vue. Beaucoup d'entre nous sont littéralement écœurés par la pratique consistant à «mettre des étiquettes» qui prévaut aujourd'hui dans les débats économiques. L'application dogmatique de théories mal assimilées et aussi, l'habitude en Hongrie de classer les diverses écoles théoriques selon la structure de partis (ce parti-ci est keynésien, ce parti-là est friedmanien), voilà ce qui rend impossible l'objectivité de la recherche.

Les problèmes à résoudre sont extrêmement difficiles et tout-à-fait nouveaux. Nous sommes tous susceptibles d'erreurs. Donc, nous devons faire preuve de réflexion et de rationalité plus grandes encore.

---

<sup>(35)</sup> Voir T. Erdős (1992) (p. 1 000).

<sup>(36)</sup> Voir R. Andorka (1993) (p. 17).

## RÉFÉRENCES

- Andorka R., «Gazdaság és társadalom dogmák nélkül», (Société et Economie sans dogme), in *Népszabadság*, 15 mai, vol. 51, n° 112, 1993, p. 17 et 19.
- Bauer T., «The Hungarian Alternative to Soviet-Type Planning», in *Journal of Comparative Economics*, vol. 7, n° 3, 1983, p. 304-316.
- Blanchard O. et al., *Reform in Eastern Europe*, Cambridge : MIT Press, 1991.
- Calvo G. A., Corocelli F., «Output Collapse in Eastern Europe : The Role of Credit», manuscrit; présenté à la conférence «The Macroeconomic Situation in Eastern Europe» organisée par la Banque Mondiale et le FMI, 4-5 juin, 1992.
- Commander S., Coricelli F., «Output Decline in Hungary and Poland in 1990/1991 : Structural Change and Aggregate Shocks», manuscrit; présenté à la conférence «The Macroeconomic Situation in Eastern Europe» organisée par la Banque Mondiale et le FMI, 4-5 juin, 1992.
- Domar E., «The Blind Men and the Elephant : An Essay on Isms», in E. Domar, *Capitalism, Socialism, and Serfdom*, Cambridge : Cambridge University Press, 1989, p. 29-46.
- Dornbusch R., Foscher S., «Moderate Inflation», in *The World Bank Economic Review*, vol. 7, n° 1, 1993, p. 1-44.
- Erdős T., «A gazdaság stabilizálásáról», (Sur la Question de la Stabilisation de l'Economie), in *Közgazdasági Szemle*, vol. 39, n° 11, 1992, p. 985-1000.
- Friedman M., «The Role of Monetary Policy», in *American Economic Review*, vol. 58, n° 1, 1968, p. 1-17.
- Hámor S., «Tőke nélkül ma már nincs előrelépés», (Aujourd'hui il ne peut y avoir aucun progrès sans capital), in *Népszabadság*, 19 mai, vol. 51, n° 115, 1993, p. 17.
- Hansen A. H., *Business Cycles and National Income*, Expanded edition, New York : W. W. Norton and Company, 1964.

- Király J., «Tartós tendencia vagy pillanatnyi robbanás?», (Est-ce une tendance durable ou une explosion temporaire?), in *Napi Gazdaság*, 17 octobre, vol. 2, n° 240, 1992, p. 4.
- Kolodko G. W., «Stabilization, Recession and Growth in Postsocialist Economy», in *Working Papers*, Institute of Finance, Warsaw, n° 29, 1992.
- Kornai J., *Anti-Equilibrium*, Amsterdam : North-Holland, 1971.
- Kornai J., *The Road to a Free Economy. Shifting from a Socialist System : The Example of Hungary*, New York : W. W. Norton and Company, (1989), 1990.
- Kornai J., *The Socialist System. The Political Economy of Communism*, Princeton : Princeton University Press and Oxford : Oxford University Press, 1992a.
- Kornai J., «Visszaesés, veszteglés vagy fellendülés», (Récession, Stagnation ou Reprise), in *Magyar Hírlap*, 24 décembre, vol. 25, n° 302, 1992b, p. 12-13.
- Kornai J., «The Evolution of Financial Discipline under the Postsocialist System», in *Kyklos*, 1993, à paraître.
- Laffont J.-J., «Fix-Price Models. A Survey of Recent Empirical Work», in *Frontiers of Economics*, Eds. : Kenneth J. Arrow and Seppo Honkapohja, Oxford and New York : Basil Blackwell, 1985, p. 328-367.
- Gomulka S., «The Puzzles of Fairly Fast Growth and Rapid Collapse Under Socialism», Socialist Economies Reform Unit, Country Economics Department, World Bank, *Research Paper Series*, n° 18, 1991a
- Gomulka S., «The Causes of Recession Following Stabilization», *Comparative Economic Studies*, vol. 33, n° 2, Summer 1991b.
- Oblath G., «Economic Transition : Exchange Rate Policy, Real Exchange Rate Changes in Central Eastern Europe», in *International Trade and Restructuring in Eastern Europe*, Eds. : J. Gács and G. Wincler, Wien : IISA, à paraître, 1993.
- Perroux F., *Le Capitalisme*, Paris : Presses Universitaires de France, 1962.
- Phelps E., «Money-Wage Dynamics and Labor-Market Equilibrium», in *Journal of Political Economy*, Part 2, July-August, 1968, p. 678-711.

- Rodrik D., «Making Sense of the Soviet Trade Shock in Eastern Europe : A Framework and Some Estimates», manuscrit; présenté à la conférence «The Macroeconomic Situation in Eastern Europe» organisée par la Banque Mondiale et le FMI, 4-5 juin, 1992.
- Sargent T., «The Ends of Four Big Inflations», in *Inflation : Causes and Effects*, Ed. : Robert Hall, Chicago : National Bureau of Economic Research, University of Chicago Press, 1982.
- Schumpeter J. A., *The Theory of Economic Development*, Cambridge : Harvard University Press, 1934.
- Schumpeter J. A., *Business Cycles*, New York : McGraw-Hill Book Company, 1939.
- Scitovsky T., *Welfare and Competition*, Homewood, Ill. : Irwin, (1951), 1971.
- Scitovsky T., «Pricetakers' Plenty : A Neglected Benefit of Capitalism», in *Kyklos*, vol. 38, n° 4, 1985, p. 517-536.
- Spiethoff A., «Vorbemerkungen zu einer Theorie der Überproduktion», in *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, 1902.
- Tamás G. M., «Weimar», in *Beszélő*, February 12, Vol. 1, n° 5, 1990, p. 5.
- United Nations, Economic Commission for Europe, *Economic Survey of Europe in 1991-1992*, New York, 1992.
- Valentinyi Á., «Stabilizáció és növekedés Magyarországon – néhány elméleti megfontolás», (Stabilisation et croissance en Hongrie – Quelques considérations théoriques), in *Közgazdasági Szemle*, vol. 39, n° 10, 1992, p. 908-923.

#### *Sources des tableaux et des données statistiques*

- Dervis K., Condon T., «Hungary : An Emerging «Gradualist» Success Story?», in : *The Transition in Eastern Europe*, Eds. : Blanchard O.J., Froot K.A., Sachs J.D., Cambridge : NBER, (1993).
- Kaaze M., «Political Culture and Political Consolidation in Central and Eastern Europe», manuscrit, présenté à la conférence : «Democratic Governments and the

- Transition from Plan to Market», organisée par Twente University, 1992.
- Kopint-Datorg, *Konjunktúrajelentés*, (Rapport sur le Cycle économique), n° 3, 1992.
- Kopint-Datorg, *Ipari konjunktúrateszt eredmények*, (Résultats de l'étude sur le Cycle économique industriel), Premier trimestre, 1993.
- Központi Statisztikai Hivatal, (Bureau Central de Statistiques), *Magyar statisztikai évkönyv 1988*, (Annuaire hongrois de Statistiques 1988), Budapest, 1989.
- Központi Statisztikai Hivatal, (Bureau Central de Statistiques), *Magyar statisztikai évkönyv 1990*, (Annuaire hongrois de Statistiques 1990), Budapest, 1991.
- Központi Statisztikai Hivatal, (Bureau Central de Statistiques), *Magyar statisztikai zsebkönyv 1991*, (Recueil hongrois de Statistiques 1991), Budapest, 1992a.
- Központi Statisztikai Hivatal, (Bureau Central de Statistiques), *Statisztikai Havi Közlemények*, (Rapport mensuel de Statistiques), n° 8, 1992b.
- Központi Statisztikai Hivatal, (Bureau Central de Statistiques), *Statisztikai Havi Közlemények*, (Rapport mensuel de Statistiques), n° 12, 1992c.
- Központi Statisztikai Hivatal, (Bureau Central de Statistiques), *Magyar statisztikai évkönyv 1991*, (Annuaire hongrois de Statistiques 1991), Budapest, 1992d.
- Központi statisztikai Hivatal, (Bureau Central de Statistiques), Magyarország nemzeti számlái 1988-1991, (Comptes Nationaux de la Hongrie, 1988-1991), Budapest, à paraître, 1993.
- Laski K., «O niebezpieczeństwach związanych z planem stabilizacji gospodarki narodowej», *Gospodarka Narodowa*, Vol. 1, n°2-3, 1990, p. 5-9. Aussi publié en allemand in *Wirtschaftspolitische Blätter*, n°5.
- League of Nations, *Statistical Yearbook of the League of Nations, 1938/1939*, Geneva, 1939.
- Magyar Nemzeti Bank. (Banque Nationale de Hongrie), *Havi jelentés*, Janvier, Budapest, 1993.
- Mitchell B. R., *European Historical Statistics 1750-1970*, Aylesbury, England : Hazell Watson and Voney, 1976.
- National Bank of Hungary, *Annual Report*, Budapest, 1991.

Times-Mirror, *The Pulse of Europe : A Survey of Political and Social Values and Attributes*, Washington : Times-Mirror, Center for the People and the Press, 1991.

United Nations, Economic Commission for Europe, *Economic Bulletin for Europe*, vol. 44, (1992), New York, 1993.

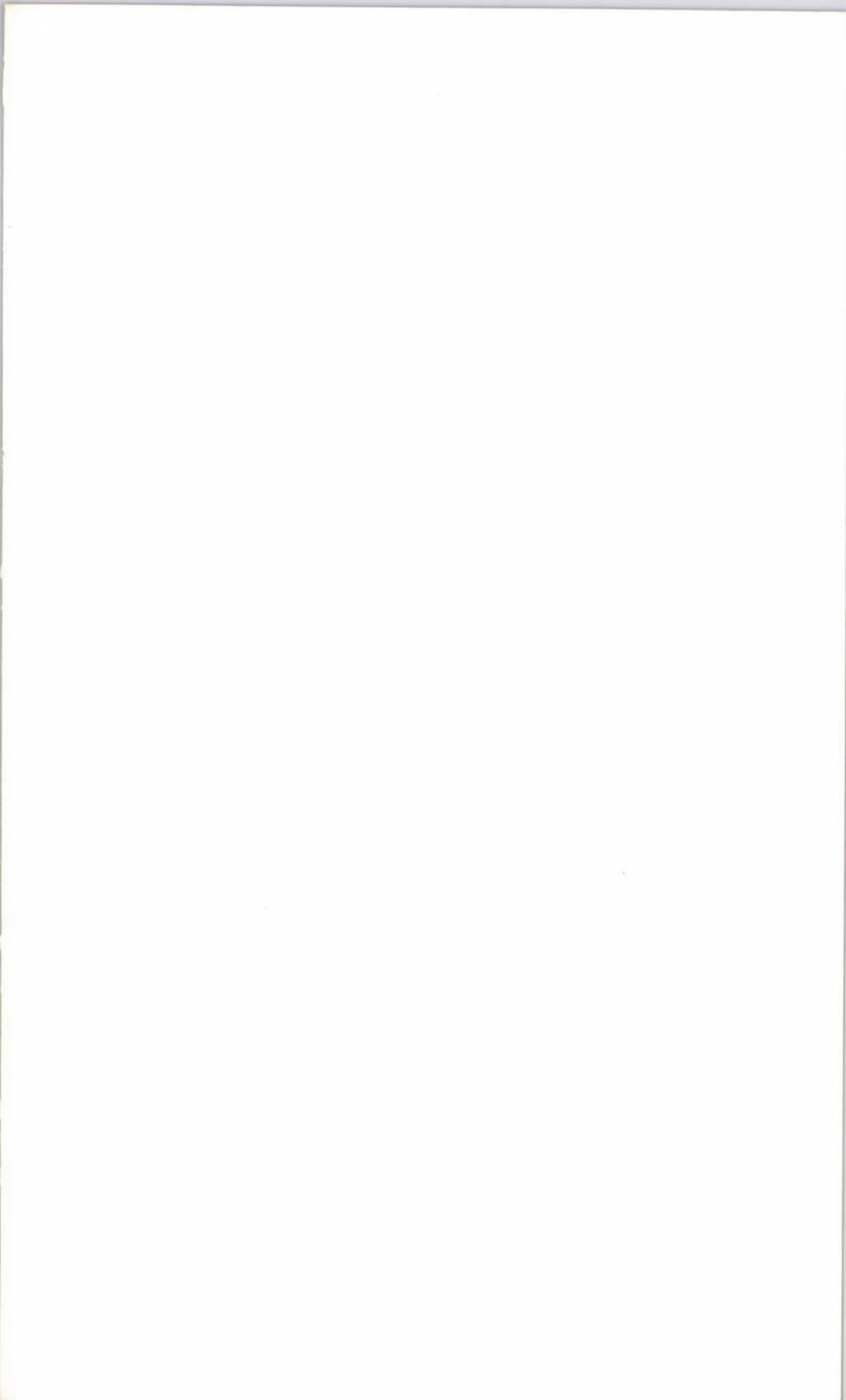
Vígh J., «Jelentés az 1991. évi bruttó hazai termék alakulásáról» (Rapport sur le Produit intérieur brut en 1991), *Gazdaság és Statisztika*, vol. 5, n° 2, 1993, p. 18-23.

Achevé d'imprimer  
d'après les documents fournis,  
en juin 1994  
IMPRIMERIE LIENHART  
à Aubenas d'Ardèche



Dépôt légal juin 1994

N° d'imprimeur 7060





9 782706 105890

Presses Universitaires de Grenoble - BP 47 - 38040 Grenoble cedex 9

ISBN 2 7061 0589 5

**PP 55 F.**